

DIAGNOSTIC DÉPARTEMENTAL POUR LA LUTTE
CONTRE LA PROSTITUTION, LE PROXÉNÉTISME ET LA
TRAITE DES ÊTRES HUMAINS AUX FINS
D'EXPLOITATION SEXUELLE

Restitution des résultats et préconisations
pour le Pas-de-Calais



INTRODUCTION.....	1
I- MÉTHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC.....	4
A. Le diagnostic partagé avec les acteurs.trices de terrain	4
1. Identification et mobilisation des partenaires.....	4
2. Les entretiens.....	5
3. Le questionnaire en ligne.....	5
4. Les professionnel.les ayant contribué au diagnostic	6
5. Des données à prendre avec précaution.....	7
B. Le diagnostic Internet	8
1. Rappel de la méthodologie.....	9
2. Evolution du paysage Internet entre 2016 et 2018.....	10
3. Autres éléments du diagnostic Internet : recherche de lieux à haut risque prostitutionnel et étude de sites utilisés par des « clients ».....	11
II- PREMIÈRES BASES POUR UNE QUANTIFICATION DU PHÉNOMÈNE PROSTITUTIONNEL DANS LE PAS-DE-CALAIS	13
A. Nombre de personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les interrogé.es.....	13
B. Nombre d’annonces Internet et estimation du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet	14
III- CARTOGRAPHIE DES LIEUX ET DES FORMES DE PROSTITUTION	19
A. La prostitution visible	21
B. La prostitution discrète	21
1. Dans les appartements, maisons et hôtels	21
2. Dans les établissements de loisirs : salons de massage et autres lieux à haut risque prostitutionnel.....	22
C. La prostitution contre biens ou services.....	23
D. Répartition des annonces Internet.....	23
IV- LES PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION, LEURS PARCOURS DE VIE..	26
A. Profil des personnes en situation de prostitution identifiées	26
1. Une très grande majorité de femmes.....	26
2. Un nombre significatif de personnes jeunes, voire très jeunes.....	27
3. Autant de personnes étrangères que françaises identifiées	29
B. Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités	31
C. Des conditions de vie précaires	33
V- LES AUTRES ACTEURS DU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL : QUELQUES DONNÉES SUR LES PROXÉNÈTES ET LES CLIENTS-PROSTITUEURS.....	35
A. Proxénétisme et traite des êtres humains à des fins d’exploitation sexuelle	35
1. Du proxénétisme intrafamilial	36

2. Des réseaux internationaux de traite des êtres humains.....	36
3. Du proxénétisme sur des jeunes filles et garçons mineur.es	37
4. Le proxénétisme visible sur Internet.....	37
B. Les « clients » de la prostitution	38
CONCLUSION ET PISTES D’ACTION	42
Des partenaires en demande de formation et d’information	42
Construire un partenariat solide pour l’accompagnement des personnes en situation de prostitution	43
Inscrire la prostitution dans les protocoles de prise en charge des femmes victimes de violences	44
Inclure et nommer la prostitution contre biens ou services dans les actions de lutte contre le système prostitutionnel	45
Prendre en compte la prostitution en milieu rural dans le maillage partenarial	46
Lutter contre le proxénétisme et la traite passant par Internet.....	47
Prévenir et agir contre la prostitution des mineur.es et jeunes majeur.es	47
Responsabiliser les « clients » de la prostitution.....	48
ANNEXES	50
Annexe 1 : Les 6 points clés de la Loi du 13 avril 2016.....	50
Annexe 2 : Revue de presse des articles parus entre 2015 et 2020 et traitant de prostitution dans le Pas-de-Calais.....	51
Annexe 3 : Liste des structures rencontrées en entretien dans le Pas-de-Calais	53
Annexe 4 : Questionnaire en ligne	54
Annexe 5 : Méthodologie du diagnostic Internet : extraits du diagnostic de la prostitution dans quatre départements d’Ile-de-France.....	61

INTRODUCTION

En 2018, la Préfecture du Pas-de-Calais a demandé à l'Amicale du Nid de conduire un diagnostic pour la lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle dans le département.

La démarche, présentée aux membres du Conseil départemental de prévention de la délinquance (CDPD) le 18 juin 2018, s'inscrit dans le cadre de la déclinaison du plan interministériel de lutte contre les violences faites aux femmes dans le Pas-de-Calais. Elle a par ailleurs bénéficié de la dynamique créée par le Grenelle des violences conjugales¹, avec une forte mobilisation des acteurs.trices pas-de-calaisien.nes sur les questions des violences faites aux femmes.

Elle constitue une première étape dans l'application de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées² (*les principales mesures de cette loi sont présentées en annexe 1*). L'application de cette loi se situe principalement à l'échelon départemental, avec la création de commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains. Ces commissions sont présidées par les Préfet.es de département et rassemblent les représentant.es d'institutions publiques et des associations agréées³. Elles ont deux missions : définir la stratégie de lutte contre le système prostitutionnel à l'échelle du département et étudier les demandes d'entrée dans des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle.

Le diagnostic a été conduit par l'Amicale du Nid sur deux ans, entre juin 2018 et novembre 2020, en étroite collaboration avec la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes (DDFE). Une restitution intermédiaire a eu lieu au CDPD du 24 septembre 2019. Les résultats finaux seront présentés lors de l'installation de la Commission départementale à l'automne 2021.

¹ Le Grenelle des violences conjugales s'est déroulé du 3 septembre au 25 novembre 2019

² Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées.

La loi peut être consultée ici :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032396046&categorieLien=id>

³ La composition des commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains est fixée par le Décret n° 2016-1467 du 28 octobre 2016 relatif au parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle et à l'agrément des associations participant à son élaboration et à sa mise en œuvre.

Le décret peut être consulté ici :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/10/28/FDFA1621870D/jo/texte>

L'étude avait trois objectifs principaux :

- Faire remonter les situations de prostitution repérées de manière probable, ou avérée, par les professionnel.les de terrain et établir un chiffrage *a minima* du nombre de personnes concernées par la prostitution dans le Pas-de-Calais.
- Identifier les ressources, les besoins, les attentes, des professionnel.les. Poser les bases d'une culture commune permettant de préfigurer un réseau partenarial sur la problématique du système prostitutionnel.
- Proposer des pistes d'action, à l'échelle départementale, pour lutter contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle.

Pour répondre à ces objectifs, la méthodologie suivante a été proposée :

- Sensibilisation des acteurs.trices de terrain et recueil de données par un questionnaire en ligne et des entretiens semi-directifs
- Etude quantitative et qualitative des annonces Internet d'offre de prostitution
- Restitution et plan d'action

La collecte de données a donc eu lieu en deux grandes parties : un diagnostic partagé auprès de professionnel.les du département (juin 2018 à novembre 2020) et un diagnostic de la prostitution via Internet (septembre à décembre 2018), complétés par une revue de presse. Les données recueillies permettent d'envisager une première quantification, *a minima*, du phénomène prostitutionnel dans le Pas-de-Calais. Elles font apparaître différents lieux et formes de prostitution et apportent de précieuses informations concernant les personnes en situation de prostitution et leurs parcours de vie. Elles font émerger, enfin, des éléments d'analyse sur les autres acteurs du système prostitutionnel, proxénètes et « clients », actifs dans le département, ainsi que les besoins des partenaires pour mieux lutter contre ce système et en accompagner les victimes.

Précautions méthodologiques :

→ Ce diagnostic met en lumière l'existence de la prostitution dans le Pas-de-Calais, via le prisme des acteurs.trices de terrain et des annonces Internet.

- Les données recueillies lors du diagnostic partagé sont le reflet de la vision des professionnel.les interrogé.es, de leur représentativité et de leur sensibilité au sujet de la prostitution.
- Les données du diagnostic Internet sont une photographie à un moment T.

Prostitution dans le Pas-de-Calais : éléments de synthèse issus du diagnostic

93 professionnel.les ont répondu au questionnaire en ligne et/ou été rencontré.es en entretien (juin 2018 – novembre 2020)³.

→ **63% de ces professionnel.les déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution.**

Les éléments fournis par ces acteurs.trices permettent de poser **l'hypothèse de *a minima* 156 personnes en situation de prostitution probable ou avérée sur les cinq dernières années (2015-2020)**⁴.

→ **699 annonces de prostitution** ont été répertoriées sur 39 sites Internet.

En tenant compte d'un taux de doublon estimé à 61%, nous pouvons émettre l'hypothèse de **273 personnes en situation de prostitution via Internet** au moment de notre étude (septembre à décembre 2018)⁵.

Les acteurs.trices interrogé.es se disent **globalement peu outillé.es** pour repérer les personnes concernées par la prostitution, aborder le sujet avec elles, les orienter et les accompagner : **92%** des répondant.es au questionnaire en ligne s'estiment insuffisamment outillé.es.

Aucun.e répondant.e n'a déclaré avoir suivi une formation sur le système prostitutionnel.

Respectivement **85%** et **66%** des répondant.es n'avaient pas connaissance des Commissions départementales créées par la loi du 13 avril 2016, ni du dispositif de Parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle.

→ **Les principaux besoins exprimés :**

64% des répondant.es au questionnaire en ligne souhaiteraient bénéficier de **formation**.

51% de **l'appui d'associations spécialisées**.

49% d'**information et de sensibilisation**.

43% de la mobilisation d'un **réseau partenarial**.

38% d'**outils de prévention**

⁴ Voir page 6 et 7

⁵ Voir pages 13 et 14

⁶ Voir pages 14 à 18

I- MÉTHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC

Les données que nous présentons dans ce document ont été collectées via deux sources principales :

- Auprès des professionnel.les susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution (juin 2018 – novembre 2020)
- Sur les sites Internet proposant des annonces d’offre de prostitution (septembre – décembre 2018)

Les éléments recueillis ont été complétés par une revue de presse des articles parus entre 2015 et 2020 traitant de faits de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains à des fins d’exploitation sexuelle dans le Pas-de-Calais (*voir annexe 2*).

A. Le diagnostic partagé avec les acteurs.trices de terrain

Le diagnostic partagé a été réalisé au moyen d’entretiens semi-directifs et d’un questionnaire en ligne envoyé aux professionnel.les susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution. La première étape a consisté à identifier ces professionnel.les, avec la déléguée départementale aux droits des femmes et à l’égalité. Cette étape était d’autant plus importante que des structures contactées au cours du diagnostic pourront être amenées à intervenir dans les parcours de sortie de la prostitution et d’insertion sociale et professionnelle.

1. Identification et mobilisation des partenaires

Les échanges avec DDFE ont débuté au mois d’avril 2018. Ils ont permis d’établir une liste de partenaires à contacter pour la collecte de données. La mobilisation a eu lieu en deux temps. La démarche et le questionnaire ont d’abord été présenté aux membres du CDPD qui les ont relayés au sein de leurs réseaux au cours de la première année (2018-2019). Afin de compléter les résultats obtenus, une diffusion plus large du questionnaire a ensuite été effectuée par la DDFE. Parallèlement, l’Amicale du Nid a pris contact pour la réalisation des entretiens (2019-2020).

Les structures ciblées sont des institutions publiques et des associations intervenant dans les champs d’activité suivants :

- Accueil et accompagnement social, insertion sociale et professionnelle
- Hébergement, logement
- Santé
- Education, jeunesse
- Sécurité publique
- Justice

L'objectif n'était pas d'être représentatif de la totalité des professionnel.les du Pas-de-Calais mais bien d'assurer un nombre de contributions suffisant au diagnostic pour que les données recueillies soient exploitables.

2. Les entretiens

17 entretiens ont été réalisés auprès de 37 professionnel.les, à Arras, Calais, Béthune, Boulogne-sur-Mer et par téléphone entre le 2 août 2019 et le 19 juillet 2020 (*la liste complète des structures rencontrées en entretien figure en annexe 3*).

Ces rencontres ont été l'occasion de mieux connaître le partenariat local, présenter la loi du 13 avril 2016 et la démarche de diagnostic, échanger sur le système prostitutionnel, les éventuels situations ou risques de prostitution identifiés, les besoins en termes de prévention, de repérage et d'accompagnement. La prostitution étant généralement peu parlée, les entretiens avaient d'abord pour objectif de la faire émerger comme un sujet d'attention pour les acteurs.trices du territoire et d'apporter quelques éléments de réflexion sur le phénomène. Il s'agissait aussi de faciliter l'appropriation de la démarche de diagnostic pour maximiser les chances de diffusion et de réponses au questionnaire en ligne au sein des structures et des réseaux de partenaires locaux.

3. Le questionnaire en ligne

Le questionnaire en ligne a été envoyé par mail avec une présentation de la démarche de diagnostic. A partir de l'été 2019, des points réguliers ont été réalisés par téléphone et par mail avec la DDFE pour effectuer des relances ciblées en fonction des réponses déjà obtenues. Le questionnaire, auto-administré via Google Form, était constitué de trois parties :

I- Le repérage et l'identification des personnes en risque, ou en situation de prostitution

II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en risque, ou en situation de prostitution

III- L'application de la loi du 13 avril 2016 et la mise en place des parcours de sortie de la prostitution dans le Pas-de-Calais

(Le questionnaire complet est disponible en annexe 4).

Il avait pour objectif de faire remonter deux types de données :

- Des éléments sur les risques et les situations de prostitution identifiés, de manière probable ou avérée, par les acteurs.trices de terrain : formes et lieux de prostitution, personnes victimes du système prostitutionnel et leurs parcours de vie, présence de proxénètes et/ou de réseaux de traite des êtres humains.
- Des éléments sur les pratiques professionnelles des répondant.es : les ressources déployées pour la prise en charge des victimes de prostitution, les besoins, les difficultés rencontrées.

Tout comme les entretiens, le questionnaire a été conçu comme un outil de collecte de données mais aussi de sensibilisation au sujet du système prostitutionnel. De courts paragraphes d'information sur les différentes formes de prostitution, les causes d'entrée dans le système prostitutionnel et la loi du 13 avril 2016 ont été introduits. Par ailleurs, il était possible de répondre au questionnaire collectivement, en indiquant le nombre de professionnel.les et/ou bénévoles consulté.es. Cette modalité de réponse a été pensée comme un moyen d'aborder le sujet de la prostitution en équipe, à l'échelle d'un service ou d'une structure.

61 professionnel.les ont répondu au questionnaire en ligne⁷.

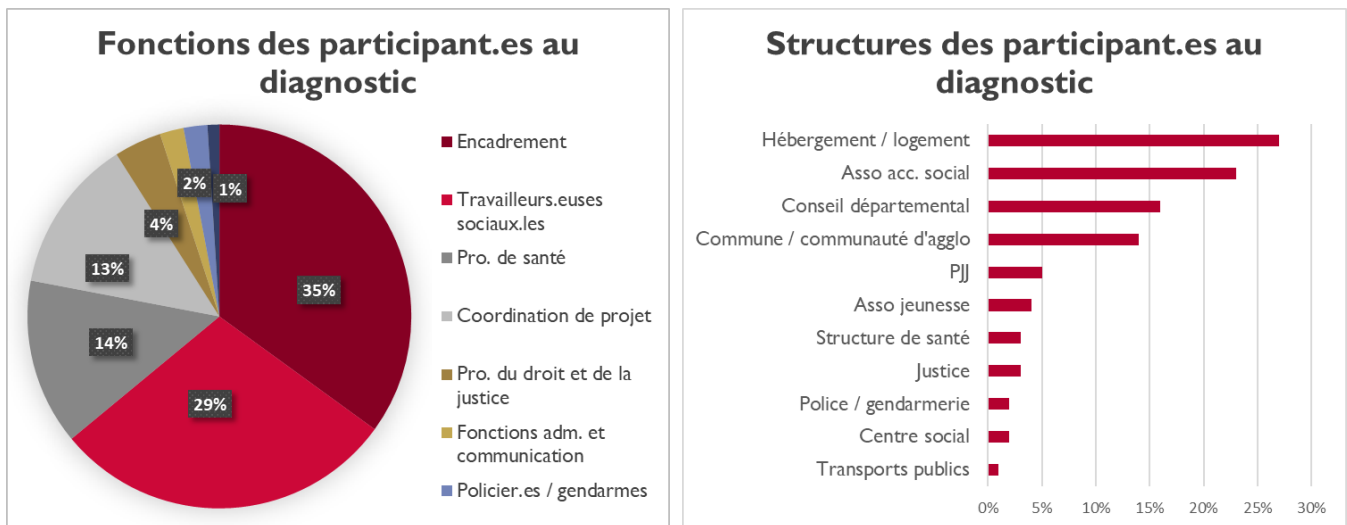
4. Les professionnel.les ayant contribué au diagnostic

Au total, ce sont 93 professionnel.les qui ont participé au diagnostic dans le Pas-de-Calais, via les entretiens et/ou le questionnaire en ligne.

Plus d'un tiers occupent des fonctions d'encadrement, chef.fes de service ou responsables de structures (32). Les travailleurs.euses sociaux.les (27) sont ensuite les plus représenté.es, suivi.es des professionnel.les de santé (13).

⁷ 36 réponses ont été obtenues, dont 12 collectives. Les réponses collectives ont concerné entre 2 et 8 professionnel.les selon les structures répondantes.

Elles.ils travaillent principalement pour des structures d'hébergement (25), des associations d'accueil et d'accompagnement social (21), le Conseil départemental (15), des communes et communautés d'agglomérations (13).



5. Des données à prendre avec précaution

Les données présentées dans cette étude doivent être considérées avec une extrême précaution. Elles n'ont pas de valeur absolue en dehors du contexte de ce diagnostic et ne peuvent être comparées de manière brute avec les éléments recueillis lors d'autres diagnostics, y compris lorsqu'ils ont été réalisés avec la même méthodologie, car elles ne représentent pas objectivement l'intégralité de la réalité du phénomène prostitutionnel dans les territoires étudiés.

Les éléments recueillis sont déclaratifs et comportent en cela des difficultés d'interprétation dues au fait qu'ils reflètent :

- L'intérêt porté au sujet de la prostitution, au niveau individuel pour chacun.e des professionnel.les interrogé.es, mais aussi à l'échelle du département et des politiques publiques qui y sont menées.
- Les niveaux de sensibilisation et de formation des professionnel.les à la problématique du système prostitutionnel. Le repérage des personnes en situation ou en risque de prostitution s'avère complexe. La prostitution est rarement nommée par les personnes qui en sont victimes, et par les professionnel.les qui les rencontrent, du fait des nombreuses représentations qui l'entourent et qui influencent, souvent de manière inconsciente, les façons dont elle est perçue. Les réponses au questionnaire et les

entretiens réalisés indiquent que tous.tes les acteurs.trices interrogé.es n'en sont pas au même stade de travail ou de réflexion sur ces représentations. Tous.tes n'ont pas le même degré de connaissance du système prostitutionnel.

- Des faits qui ont été, pour un certain nombre d'entre eux, rapportés par les personnes victimes. Les discours, et leur rapport, dépendent de plusieurs niveaux d'interprétation : ils sont nécessairement contraints par ce que les personnes victimes acceptent et/ou sont en mesure de révéler et par la capacité des professionnel.les à les entendre. Cette contrainte se retrouve pour toutes les violences sexistes et sexuelles. De manière générale, peu de femmes victimes de violences portent plainte (environ 19% pour les violences au sein du couple, 12% pour les viols ou tentatives de viol en France métropolitaine⁸). Cela s'explique par l'emprise exercée par les agresseurs mais aussi par la tolérance aux violences sexistes et sexuelles de notre société : les violences subies sont taboues, renvoyées à la sphère privée, les femmes victimes sont stigmatisées, la charge de la culpabilité inversée. Si cela semble évoluer pour certaines formes de violences à l'encontre des femmes (violences conjugales notamment), ce n'est pas encore le cas pour la prostitution. Dans ce contexte, la connaissance et la conscience des professionnel.les de la problématique sont clés pour permettre aux victimes de parler de leur vécu.

Dans le Pas-de-Calais, aucun.e répondant.e au questionnaire en ligne n'indique avoir suivi une formation sur le système prostitutionnel. 36 des 39 professionnel.les qui ont déjà pris en charge des personnes en situation ou en risque de prostitution se considèrent insuffisamment outillé.es pour aborder le sujet avec elles et les accompagner.

B. Le diagnostic Internet

62% de la prostitution passerait aujourd'hui par Internet⁹, pour la mise en relation entre « clients » et personnes en situation de prostitution. Parallèlement à la collecte de données auprès des acteurs.trices du territoire, nous avons donc choisi de considérer Internet comme un terrain de recherche à part entière.

⁸ <http://stop-violences-femmes.gouv.fr/Les-chiffres-de-reference-sur-les.html>

⁹ Mouvement du Nid et Psytel, Etude « PROSTCOST – Estimation du coût économique et social de la prostitution en France », 2015.

La synthèse de l'étude est consultable ici : <https://prostcost.files.wordpress.com/2015/05/prostcost-synthc3a8se-ok.pdf>

1. Rappel de la méthodologie

La méthodologie utilisée pour le Pas-de-Calais reprend celle développée lors du diagnostic dans quatre départements d'Ile-de-France en 2016-2017¹⁰. Cette section en présente les grandes lignes.

(Un descriptif complet de la méthode employée et des précautions à prendre dans l'interprétation des résultats, issu de la restitution du diagnostic en Ile-de-France est disponible en annexe 5).

39 sites Internet ont été étudiés, à partir d'une liste issue du diagnostic Ile-de-France et mise à jour au moyen d'une recherche Google par mots clés : « prostitution + département », « prostituée + département », « trouver prostituée + département », « escort + département », « massage érotique + département ».

Ces sites peuvent être répartis en trois catégories : les sites spécialisés en « escorting » (sites d'agences d'« escorts » basées à l'étranger ou catalogues d'« escorts »), les sites de petites annonces généralistes et les sites de rencontres. Un site répertorie également des salons de massage érotique.

Sur ces 39 sites, une quantification des annonces a été effectuée avec un tri en fonction des villes déclarées par les auteur.es des annonces.

Au total, 699 annonces ont été comptabilisées dans le Pas-de-Calais entre le 20 septembre et le 5 décembre 2018.

Les 699 annonces ne pouvant être analysées en détail dans leur totalité, un échantillon a été constitué pour tenter de qualifier l'offre de prostitution via Internet. Pour assurer une certaine représentativité de la population examinée, la taille de cet échantillon a été définie à partir du calculateur gratuit du site checkmarket.com¹¹. Avec une marge d'erreur de 5%, le nombre d'annonces à étudier a été fixé à 249. Ces 249 annonces ont ensuite été réparties par département et par site, en fonction des proportions de la population générale, puis sélectionnées de manière aléatoire sur chaque page.

¹⁰ Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017. Le document complet est téléchargeable ici : <http://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2018/03/Diag-IdF-Version-finale-de%CC%81c2017-1.pdf>

¹¹ <https://fr.checkmarket.com/calculateur-taille-echantillon/>

2. Evolution du paysage Internet entre 2016 et 2018

Si la même méthodologie a pu être utilisée en Ile-de-France et dans le Pas-de-Calais, il est intéressant de noter que des évolutions ont eu lieu entre ces deux études. La prostitution étant liée à des activités illégales (proxénétisme, traite des êtres humains et achat d'actes sexuels mais aussi blanchiment d'argent ou fraudes documentaires par exemple), nous faisons le constat que les sites Internet présentant des annonces d'offre de prostitution tendent à apparaître et disparaître très rapidement.

Vivastreet, dont les rubriques « Erotica » et « Erotica gay » étaient réputées pour héberger des annonces d'offre de prostitution¹², fait actuellement l'objet d'une information judiciaire pour proxénétisme aggravé, ouverte par le parquet de Paris le 30 mai 2018. Le site était déjà visé par une enquête préliminaire suite aux plaintes déposées par le Mouvement du Nid et les parents d'une jeune fille mineure en situation de prostitution en 2016. Les différentes rubriques « Rencontres », parmi lesquelles « Erotica », ont été suspendues par Vivastreet au mois de juin 2018¹³, soit quelques mois avant notre diagnostic Internet. Le site Wannonce, également régulièrement cité dans des affaires de proxénétisme, a été inaccessible pendant plusieurs mois, à partir de juillet 2018 et n'a donc pas non plus été étudié pour le Pas-de-Calais. D'autres sites, comptant un nombre d'annonces moins important ont disparu ou sont apparus dans l'intervalle.

L'analyse conduite dans le Pas-de-Calais, ainsi qu'un diagnostic mené en Maine-et-Loire entre décembre 2018 et avril 2019, laisse penser qu'il y aurait eu une certaine migration des annonces de Vivastreet vers des sites spécialisés en « escorting ». L'issue de la procédure visant Vivastreet sera déterminante concernant la lutte contre le proxénétisme sur Internet en France, dans le nouveau contexte législatif.

¹² Laure Motet, « Les différents visages de la prostitution par petites annonces », *Le Monde*, 2 février 2017 : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/02/02/les-differents-visages-de-la-prostitution-par-petites-annonces_5073329_4355770.html

¹³ « Prostitution : Vivastreet suspend sa rubrique Rencontres », *Le Monde*, 19 juin 2018 : https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/06/19/prostitution-vivastreet-suspend-sa-rubrique-rencontres_5317513_3224.html

3. Autres éléments du diagnostic Internet : recherche de lieux à haut risque prostitutionnel et étude de sites utilisés par des « clients »

Parallèlement à l'étude des annonces d'offre de prostitution, nos recherches sur Internet ont permis d'apporter des éléments d'information sur la prostitution dans le Pas-de-Calais concernant deux points :

- Les lieux à « haut risque prostitutionnel ». Les bars à hôtesse (également appelés bars à champagne, américains ou à bouchons selon les régions), les clubs à vocation sexuelle (libertinage, strip-tease, échangisme...), les saunas et salons de massage érotiques ou encore les sex-shops avec cabines sont susceptibles d'abriter des activités prostitutionnelles. Cette réalité est confirmée par les témoignages de personnes accompagnées par les associations spécialisées. Malgré cela, comme l'indique le rapport d'information parlementaire Geoffroy / Bousquet de 2011, « la preuve de l'activité prostitutionnelle est difficile à apporter, étant donné l'apparence de légalité de ces établissements »¹⁴. Une recherche Google à partir de mots clés tels que « bar à hôtesse + département » ou « salon de massage érotique + département », ainsi que la consultation des sites www.clubech.fr et www.petitfute.com (rubrique « S'amuser – sortir) nous a permis de dresser une liste de ces lieux, que nous appelons « à haut risque prostitutionnel », dans le Pas-de-Calais (*voir III-B-2 La prostitution dans les établissements de loisirs : salons de massage et autres lieux à haut risque prostitutionnel*). Le fait de les faire apparaître dans ce diagnostic ne signifie pas que des faits de prostitution avérés y ont nécessairement été constatés mais permet d'exprimer notre inquiétude, et celle d'acteurs.trices de terrain rencontrés au cours du diagnostic, quant aux risques prostitutionnels qu'ils peuvent engendrer.
- Les « clients » de la prostitution. Comme nous le verrons dans la dernière partie de ce diagnostic, les acheteurs d'actes sexuels sont tout à fait visibles sur Internet. Lors de la réalisation du diagnostic en Ile-de-France, il est apparu, qu'au-delà de leur présence sur les sites proposant des annonces d'offre de prostitution, les « clients » avaient également leurs propres sites, leur permettant d'échanger entre eux. Le site trouverpute.com, qui répertoriait de manière participative les lieux de prostitution au moyen d'une Google Map et dispensait des « tutoriels » à destination des acheteurs d'actes sexuels, a été fermé en début d'année 2018 et n'a donc pas été utilisé pour le diagnostic

¹⁴ Danielle Bousquet et Guy Geoffroy, *Prostitution : l'exigence de responsabilité. En finir avec le mythe du « plus vieux métier du monde »*, Rapport d'information n°3334, Avril 2011. Le rapport complet est consultable ici : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i3334.asp>

en Bretagne. Sur le site « Youppie.net », le « forum de la coquinerie » comprend une rubrique « prostitution » dont les sujets sont répartis par pays. Les sous-forums « France » ont été fermés le lendemain du vote de la Loi du 13 avril 2016. Les anciens sujets de discussion restent cependant accessibles dans les archives. Une étude des sujets actifs entre le 1^{er} janvier 2015 et le 14 avril 2016 sur Youppie.net et des annonces de demande de prostitution plus récentes postées sur un site de petites annonces généraliste, ainsi qu'une simulation sur un tchat régulièrement cité par les professionnel.les de la jeunesse et des forces de l'ordre, nous permettent d'illustrer la présence de clients-prostituteurs dans le Pas-de-Calais (*voir V-B- Les « clients » de la prostitution*).

II- PREMIÈRES BASES POUR UNE QUANTIFICATION DU PHÉNOMÈNE PROSTITUTIONNEL DANS LE PAS-DE-CALAIS

Les données recueillies dans le cadre du diagnostic partagé et du diagnostic Internet nous permettent de poser les premières bases d'une quantification de la prostitution dans le Pas-de-Calais. Les chiffres présentés n'ont pas vocation à être exhaustifs mais visent à donner une idée de l'ampleur du phénomène prostitutionnel sur le territoire étudié. Ils correspondent, dans tous les cas, à des estimations *a minima*, rendant compte d'une partie du système prostitutionnel perçue par le prisme des acteurs.trices de terrain et des annonces Internet.

- **63% des professionnel.les interrogé.es déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution.**
Les éléments fournis par ces acteurs.trices permettent de poser l'hypothèse de *a minima* **156 personnes en situation de prostitution probable ou avérée sur les cinq dernières années (2015-2020).**
- **699 annonces de prostitution** ont été répertoriées sur 39 sites Internet.
En tenant compte d'un taux de doublon estimé à 61%, nous pouvons émettre l'hypothèse de **273 personnes en situation de prostitution via Internet** au moment de notre étude (septembre à décembre 2018).

A. Nombre de personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les interrogé.es

63% des professionnel.les interrogé.es via le questionnaire en ligne et/ou lors des entretiens (soit 59) déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution. Les éléments fournis par ces acteurs.trices nous permettent de poser l'hypothèse d'au moins 156 personnes en situation de prostitution probable ou avérée, sur les cinq dernières années (2015-2020). Il peut s'agir de personnes en situation de prostitution dans le Pas-de-Calais, mais aussi de personnes en situation de prostitution dans d'autres départements ou régions françaises (Nord, région parisienne), voire à l'étranger (Belgique notamment), ayant fait appel à des services sociaux ou de santé du Pas-de-Calais.

Le chiffre avancé correspond à une estimation basse du nombre de personnes en situation ou en risque de prostitution repérées par les professionnel.les interrogé.es¹⁵. Il ne s'agit en aucun cas d'un décompte de la totalité des personnes en situation de prostitution sur le territoire étudié. Celui-ci donnerait sans aucun doute un chiffre beaucoup plus important. Il ne s'agit pas non plus d'une indication du nombre de parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle qui pourraient être mis en œuvre dans le département. Nous n'avons pas d'éléments sur le nombre de personnes concernées qui feront une demande de sortie de prostitution. Nous savons, de par notre expérience, que la formulation d'une telle demande peut être longue et difficile, notamment pour que la personne prenne conscience du système d'emprise dans lequel elle est enfermée et trouve les moyens, et les appuis, pour envisager de s'en affranchir. D'où l'importance de constituer un maillage partenarial autour de cette question et de concrétiser l'intervention spécialisée d'associations agréées, comme prévu par la loi du 13 avril 2016.

B. Nombre d'annonces Internet et estimation du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet

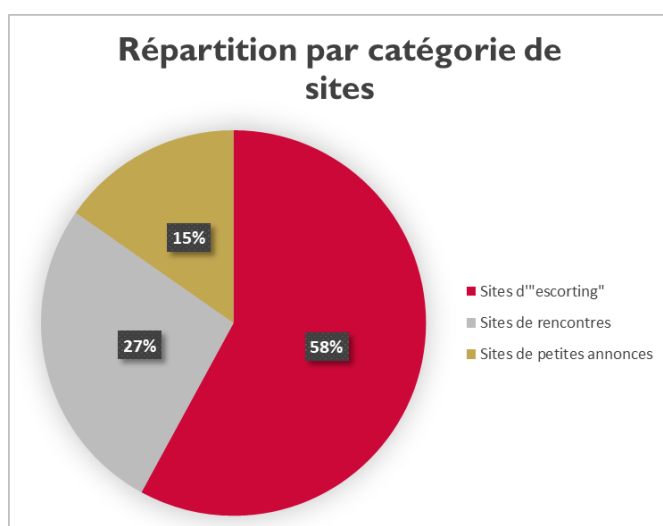
Nombre d'annonces d'offre de prostitution affichées dans le Pas-de-Calais, répertoriées entre le 20 septembre et le 5 décembre 2018, par site étudié.

Sites	
ladyxena.com	32
escortsexe.net	9
6annonce.com	0
happyescorts.com	6
escort-rencontre.net	6
escort-fr.com	1
escortsabc.com	4
girlsfr.com	2
escortsfrance.org	1
zaramodel.com	0
luxury-girl-friend.com	0
tescort.com	2
reseauescorte.com	0

¹⁵ Une même situation peut avoir été renseignée plusieurs fois, par différents acteurs.trices. Les données recueillies via le questionnaire en ligne et lors des entretiens ont été consolidées et croisées pour retirer autant que possible les doublons. Nous n'excluons pas que certains aient pu nous échapper, faute d'informations disponibles. Les choix de calculs qui ont été fait nous permettent cependant raisonnablement de penser que les données présentées dans ce document sont bien une estimation *a minima* du nombre de personnes en situation probable ou avérée de prostitution identifiées par les professionnel.les interrogé.es. Dans le questionnaire en ligne, et lors des entretiens, il était demandé aux professionnel.les de préciser le nombre de personnes concernées par les situations repérées. En l'absence de réponse, nous avons choisi de compter 1 par défaut. Lorsque la réponse comprenait plusieurs chiffres (par exemple : « 3 ou 4 »), nous avons systématiquement retenu le plus petit.

france.topescortbabes.com	1
escorts69.fr	171
escortbook.fr	2
niamodel.com	0
247annonces.com	0
lovesita.com	8
sexemodel.com	160
Total sites spécialisés « escorting »	405
marche.fr	20
g-trouve.com	43
lespag.com	41
lesparticuliers.fr	3
Total sites de petites annonces	107
massagexquis.com	0
Total sites de massages érotiques	0
rencontreintime.com	17
onseconnait.com	17
<i>Sites reprenant les mêmes contenus</i>	
celibook.com	17
rencontres.insolites.net	17
rudelarencontre.com	17
rencontre-ephemere.com	17
rencontres-sanslendemain.com	17
www.tolere.com	17
calinemoi.com	17
fordatings.com	17
pasdesex.com	17
xxl-annonces.com	0
trans-rencontre.com	0
plancul.dating	0
Total sites de rencontres	187
TOTAL	699

699 annonces ont été répertoriées dans le Pas-de-Calais entre les mois de septembre et décembre 2018.



L'analyse de l'échantillon, selon la méthode présentée plus haut (*voir I-B- Le diagnostic Internet. En particulier le paragraphe 1*), laisse apparaître un taux de doublons des annonces relativement important, de l'ordre de 61%. Cela vient notamment du fait que certains contenus sont dupliqués sur plusieurs sites de rencontres, qui pourraient émaner, vue leurs similitudes d'utilisation et de design, des mêmes créateurs.trices.

En appliquant ce taux de doublons aux 699 annonces dans le Pas-de-Calais, nous pouvons émettre l'hypothèse que 273 personnes en situation de prostitution pourraient être concernées par ces annonces. Il peut s'agir de personnes qui ne sont pas nécessairement basées dans le Pas-de-Calais, mais qui s'y sont trouvées au moment où nous avons effectué notre comptabilisation.

Compte tenu de toute la partie restée inexplorée des réseaux sociaux, applications mobiles, tchats et sites nécessitant une inscription pour en consulter les contenus, nous pouvons raisonnablement penser qu'il s'agit d'une estimation basse du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet, dans le Pas-de-Calais, au moment T de notre étude.

Voici quelques extraits des annonces étudiées dans le Pas-de-Calais :

« Délicieuse jeune black de 28 ans vous propose un moment de pure évasion à Calais. Je vous réserve un instant féérique où la discrétion, le respect, l'hygiène, la courtoisie sont de rigueur ! Je suis une jeune escort girl black dans le 62. La détente libertine dans la complicité et la bonne humeur est à l'ordre du jour. NB : les appels masqués, sms, mail, fixes resteront sans suite. N'hésitez pas à me contacter, pensez à me dire que c'est bien sur lovesita que vous m'avez vu. À bientôt. Bisous »

(extrait du site lovesite.com)

« Je suis Melina une belle transsexuelle jolie, polie et très douce, j'ai une vraie beauté latine. Je propose un bon moment tranquille, agréable et discret, dans une ambiance raffinée, appartement climatisé pour votre confort. Je suis propre et courtoise. Appelle-moi vite pour passer un moment incroyable. Désolée mais je ne réponds pas aux numéros masqués et pas de sms. MES PHOTOS SONT 100 % VRAIES ET RECENTES. Je vous attends. »

(extrait du site escorts69.fr)

« Jolie méditerranéenne à votre service sur le secteur pendant tout l'été, vous désirez de la compagnie et du plaisir en toute discrétion avec une jeune femme sexy et sympathique... Ne cherchez plus appelez-moi. A très vite bisous. Je suis ouverte à toute demande n'hésitez pas »

(extrait de ladyxena)

« Bonjour je suis un jeune mec de Lens, je propose mes services à mec gay ou bi pour satisfaire ses demandes massage, sortie... En échange qui prend soin de moi... Si tu es intéressé je peux me déplacer, très discret »

(extrait de marche.fr)

Ces quatre annonces illustrent à elles seules plusieurs aspects de la prostitution via Internet¹⁶ :

- La prostitution est rarement nommée comme telle. Elle est suggérée, édulcorée : « escort », « détente libertine », « moment », « service », « compagnie », « qui prend soin de moi ».
- Les auteur.es des annonces, qui bien souvent ne sont pas les personnes en situation de prostitution elles-mêmes mais leur(s) proxénète(s), ont recours à des faux-semblants tout à fait similaires à ceux que l'on peut observer dans la prostitution de rue : « complicité et bonne humeur », « je suis ouverte à toute demande », « bisous ». Les annonces peuvent laisser entendre que les personnes sont dans une certaine maîtrise, voire qu'elles ont la possibilité de choisir leurs « clients » et leurs « conditions d'exercice » : « la discrétion, le respect, l'hygiène, la courtoisie sont de rigueur », « je ne réponds pas aux numéros masqués et pas de sms ». Ces faux-semblants cachent les rapports de domination, la violence et l'emprise inhérents au système prostitutionnel et leurs conséquences sur les personnes en situation de prostitution.
- La marchandisation des corps et la réification des personnes sont exacerbées. Les personnes sont classées dans des catégories, renvoyant à un âge, une couleur de peau, de cheveux, une origine « ethnique », une nationalité, une corpulence... pour être choisies par les « clients » : « jeune », « black », « beauté latine », « méditerranéenne ». Ces catégories ne correspondent pas forcément à la réalité des personnes et sont empreintes de stéréotypes sexistes et racistes (*voir IV-A- Profil des personnes en situation de prostitution identifiées. En particulier les paragraphes 2 et 3*).
- Cette marchandisation passe aussi par l'usage de photos (« mes photos sont 100% vraies et récentes ») qui, très souvent, font apparaître des corps sans visages, dans des positions sexuellement explicites et soumises, ou des morceaux de corps (seins, fesses, sexes).

¹⁶ Pour une analyse plus complète de la prostitution via Internet, voir Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017 : <http://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2018/03/Diag-IdF-Version-finale-de%CC%81c2017-1.pdf>

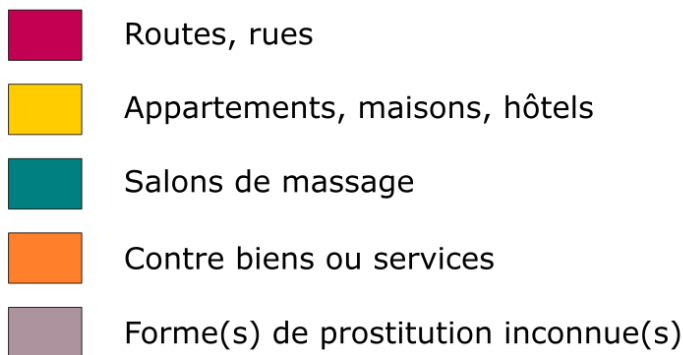
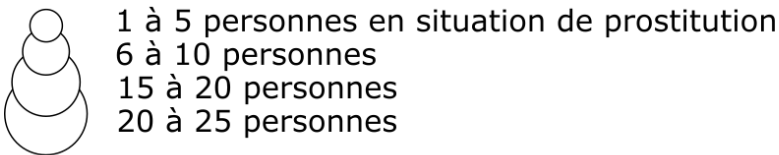
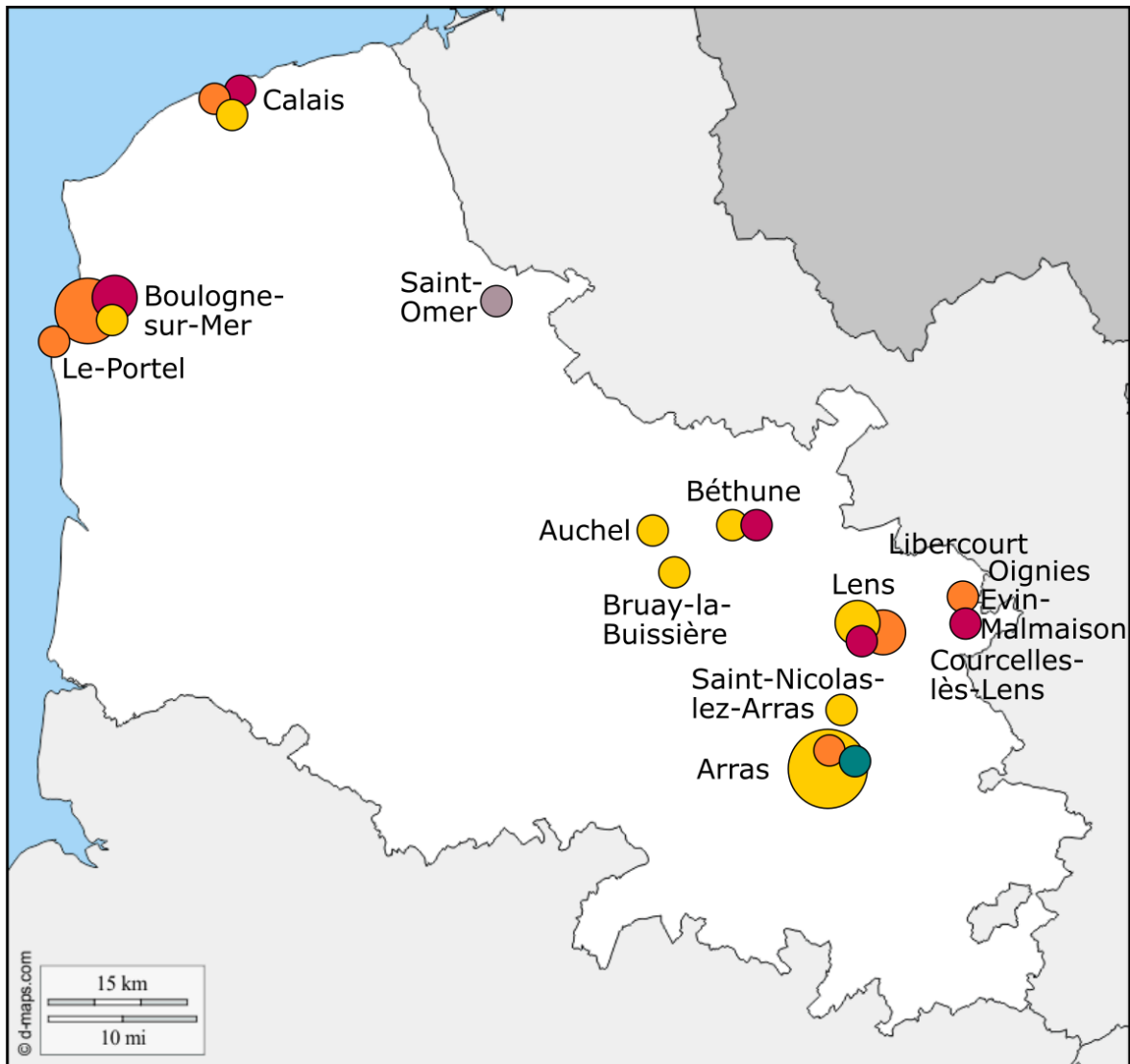
- Si les annonces sont virtuelles, elles comportent des éléments nous rappelant que la rencontre avec le « client » et la passe sont bien réelles : « je vous attends », « je peux me déplacer », « appartement climatisé ». Internet reste un mode de mise en relation avec les clients-prostitueurs. Il peut exacerber certains aspects du système prostitutionnel, la marchandisation ou la mobilité par exemple, mais il n'en modifie pas fondamentalement la structuration et le fonctionnement.
- La prostitution via Internet est très mobile : « sur le secteur pendant tout l'été ».

III- CARTOGRAPHIE DES LIEUX ET DES FORMES DE PROSTITUTION

La cartographie présentée dans cette rubrique permet de visualiser les lieux et les formes de prostitution identifiés par les professionnel.les dans le Pas-de-Calais. Elle montre des lieux de prostitution avérés, pour lesquels des faits de prostitution ont été rapportés par les victimes ou directement observés, mais aussi des lieux correspondant à des hypothèses de prostitution ressorties dans les entretiens et le questionnaire en ligne. Sans prétendre à l'exhaustivité, elle donne une première idée, *a minima*, de l'ampleur et de la variabilité des formes prises par la prostitution sur le département.

Toutes les personnes en situation de prostitution identifiées par les contributeurs.trices au diagnostic ne figurent pas sur la carte. Pour certaines, le lieu de prostitution n'est pas connu ou précisé. Pour d'autres, les faits de prostitution se déroulent, ou se sont déroulés, hors du département du Pas-de-Calais (Lille, Paris et Belgique principalement). Il n'est par ailleurs pas pertinent d'ajouter les cercles, des personnes pouvant être concernées par plusieurs formes et/ou lieux de prostitution.

Les formes de prostitution auxquelles nous nous référons correspondent à différentes facettes du système prostitutionnel. Elles ne diffèrent pas dans leur nature (l'achat d'un acte sexuel), qui est toujours intrinsèquement violente en raison des rapports de domination qui la structurent, ni dans leurs conséquences sur les personnes victimes. La distinction se situe au niveau des lieux de mise en relation avec les « clients » et/ou de passe. Les formes peuvent être classées en deux grandes catégories : la « prostitution visible » et la « prostitution discrète ». La prostitution est qualifiée de visible ou *outdoor*, lorsque les faits ont lieu à l'extérieur : rue, route, parking, forêt... Elle est dite discrète ou *indoor* quand elle se déroule dans des lieux clos : hôtel ou appartement, avec une mise en relation passant souvent par Internet, mais aussi bar, club, structure d'hébergement...



Cartographie des lieux et des formes de prostitution, réalisée à partir des entretiens et du questionnaire en ligne.

A. La prostitution visible

Le Pas-de-Calais apparaît relativement peu concerné par la prostitution visible. Sur les cinq dernières années, seul un réseau organisant de la prostitution de rue est clairement repéré par les participant.es au diagnostic, à Boulogne-sur-Mer. 6 femmes, originaires d'Afrique centrale, sans papiers, étaient en situation de prostitution dans le quartier Brequerecque, proche de la gare, arrivant de région parisienne en train les soirs de weekends. Elles ne sont plus présentes aujourd'hui.

De manière plus isolée, 5 situations de femmes majeures, françaises et étrangères, en précarité administrative et financière, ont été repérées dans des rues, parfois à bord de véhicules (voiture, camionnette) à Béthune, Boulogne et Calais.

La présence de mineures françaises en errance et en situation de prostitution, notamment contre hébergement (*voir III-C- La prostitution contre biens ou services*), suscite l'inquiétude de plusieurs professionnel.les interrogé.es. 10 jeunes filles françaises, âgées de 15 à 17 ans, sont signalées à Calais et dans l'Est du département, dans au moins quatre communes de la communauté d'agglomération Hénin-Carvin. A Calais, la prostitution visible concernerait également des garçons, mineurs non-accompagnés afghans et syriens, victimes de réseaux.

B. La prostitution discrète

La majorité des situations identifiées par les professionnel.les interrogé.es relèvent de la prostitution discrète.

1. Dans les appartements, maisons et hôtels

Cette prostitution *indoor* se concentre principalement dans des appartements ou maisons. La mise en relation avec les « clients » passe la plupart du temps par Internet. Une cinquantaine de situations sont repérées dans plusieurs villes du département : Arras, Auchel, Béthune, Bruay-la-Buissière, Boulogne-sur-Mer, Calais, Lens, Le-Portel, Saint-Nicolas-lez-Arras. Une situation est également rapportée dans un hôtel à Calais.

Nous pouvons distinguer trois grands types de situation :

- Des femmes victimes de violences conjugales, exploitées par leur conjoint au domicile familial.
- Des femmes, mais aussi quelques hommes, isolé.es, souffrant de précarité financière. Elles.ils ont parfois des enfants à charge et sont nombreux.ses à avoir subi d'autres formes de violences dans leur parcours de vie (*voir IV-B- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités*).
- Des femmes et des personnes transidentitaires victimes de réseaux internationaux organisant des « *sex-tours* ». Contrairement au deux types de situation précédents, ces personnes ne sont pas domiciliées dans le Pas-de-Calais mais de passage pour quelques jours ou semaines dans les agglomérations du département, en fonction d'itinéraires planifiés à l'avance par les proxénètes. Les appartements sont loués auprès de particuliers, via des sites comme *Airbnb* et *Booking*, ou d'entreprises du type appart-hôtels. Des réseaux d'Europe de l'Est, sud-américains et asiatiques sont signalés ponctuellement sur les ressorts des tribunaux d'Arras et de Boulogne au cours des cinq dernières années (*voir V-A-2- Des réseaux internationaux de traite des êtres humains*).

2. Dans les établissements de loisirs : salons de massage et autres lieux à haut risque prostitutionnel

Un salon de massage situé dans le Centre-Ville d'Arras a été fermé en janvier 2020. Deux femmes chinoises en situation irrégulière y étaient prostituées. Les éléments recueillis par la police et la justice n'ont pas permis d'établir des faits de proxénétisme.

Par ailleurs, une recherche Internet, par mots clés et sur les sites www.clubech.fr et www.petitfute.com (rubrique « S'amuser - sortir ») nous a permis d'établir une liste de 7 lieux « à haut risque prostitutionnel » (*voir I-B-3- Autres éléments du diagnostic Internet : recherche de lieux à haut risque prostitutionnel et étude de sites utilisés par des « clients »*) dans les arrondissements de Béthune, Calais et Lens. Il s'agit de sex-shops avec cabines, clubs et saunas libertins. Des acteurs.trices de terrain font par ailleurs état de rumeurs concernant des bars et cafés dans le nord de Calais.

C. La prostitution contre biens ou services

Près d'un tiers (31%) des situations décrites au cours des entretiens et dans le questionnaire en ligne concernent des achats d'actes sexuels au moyen de contreparties non-financières. S'ils peuvent se dérouler dans les lieux décrits précédemment, il nous semblait important de les mettre en lumière dans notre cartographie au vue de leur ampleur et du fait qu'ils ne sont souvent pas nommés comme prostitution, que ce soit par les personnes qui en sont victimes ou par les professionnel.les qui les rencontrent.

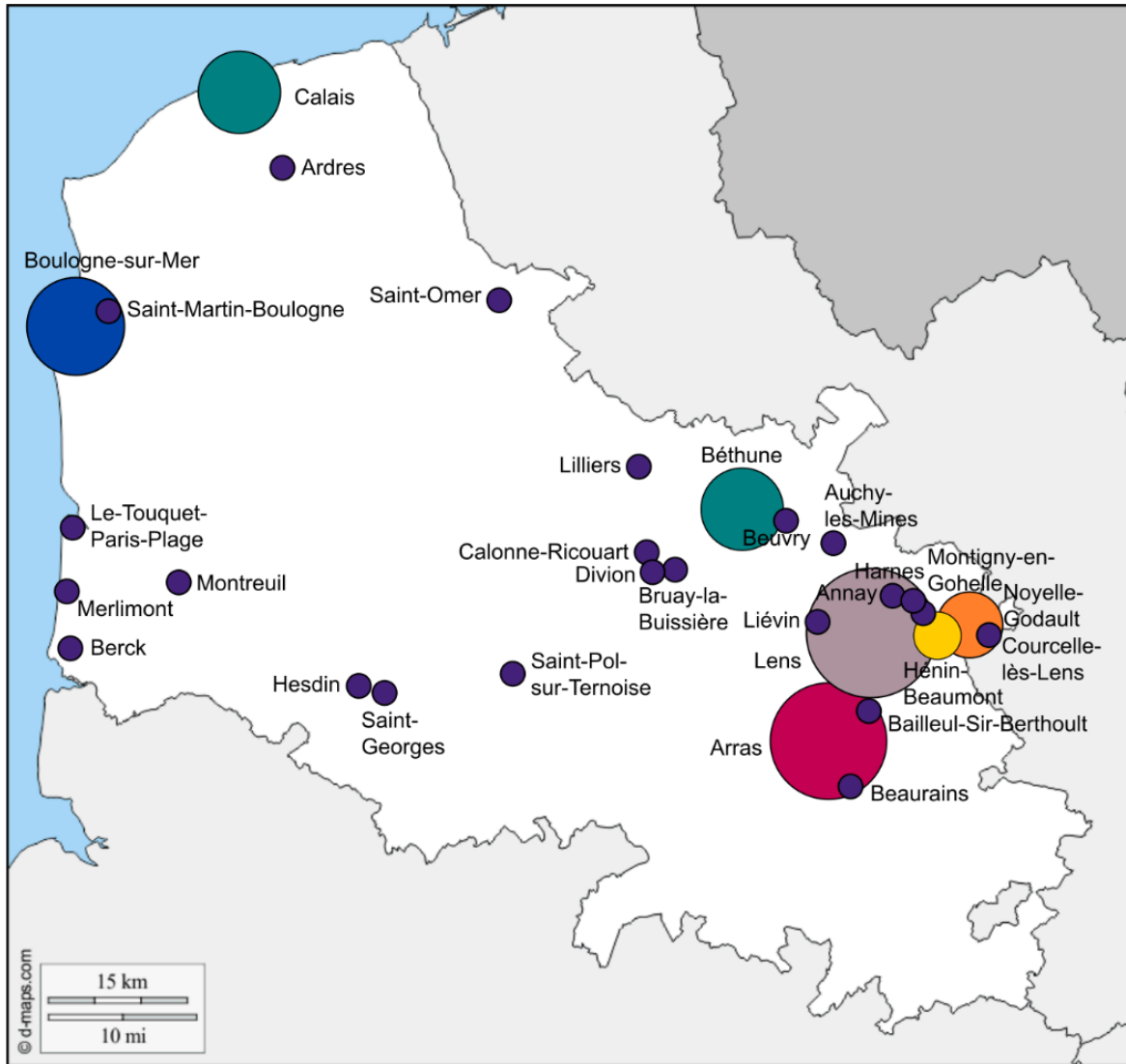
Dans la moitié des cas, la prostitution a lieu en échange d'un hébergement. Dans les autres situations, la compensation peut prendre la forme de drogue, nourriture, services tels que des trajets en voiture ou « cadeaux » divers. Les personnes concernées ont des profils variés : femmes, en majorité, mais aussi quelques hommes, français.es et étranger.es. Une dizaine sont mineures. Elles ont pour point commun de présenter des vulnérabilités importantes. Elles se trouvent dans des situations de précarité économique, sociale et/ou administrative, isolées et en errance. Beaucoup ont vécu des violences. Plusieurs souffrent d'addictions. La plupart des mineures concernées, ainsi que des jeunes majeures à la rue, ont un parcours à l'aide social à l'enfance (*voir IV-B- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités et IV-A-2- Un nombre significatif de personnes jeunes, voire très jeunes*).

D. Répartition des annonces Internet

La cartographie suivante présente la répartition géographique des 699 annonces d'offre de prostitution comptabilisées dans le Pas-de-Calais entre le 20 septembre et le 5 décembre 2018, en fonction des villes déclarées par leurs auteur.es. Ces villes peuvent renvoyer au lieu de passe et/ou de résidence des personnes. Dans tous les cas, elles ne sont probablement pas figées dans le temps : dans 18% des cas, les personnes sont présentées comme étant « de passage » dans le département. Si cette mention peut relever, dans une certaine mesure, d'une stratégie marketing pour attirer les « clients », l'existence d'une prostitution « itinérante » organisée par des réseaux internationaux (« *sex tours* ») est confirmée par nos entretiens avec les procureurs de la République et plusieurs articles de presse (*voir annexe 2*). Les passes se déroulent dans des appartements occupés de manière très ponctuelle par ces réseaux (*voir V-A-2- Les réseaux internationaux de proxénétisme et de traite des êtres humains*).

La prostitution via Internet étant mouvante, notre cartographie doit être considérée comme une photographie au moment T. 80% des annonces se concentrent dans cinq agglomérations du département : Lens (26%), Arras (18%), Boulogne-sur-Mer (14%), Béthune (12%) et Calais (11%). Les grandes villes ne sont cependant pas les seules concernées puisque 30 communes apparaissent dans notre diagnostic, parmi lesquelles des localités très rurales. Il est intéressant de mettre la cartographie des annonces d'offre de prostitution via Internet en regard avec celle issue du diagnostic partagé, au cours duquel peu de situations ont été identifiées en milieu rural, en particulier sur toute la partie sud-ouest du département.

Les remontées limitées du diagnostic partagé peuvent probablement être attribuées en partie à la nature des acteurs.trices mobilisé.es, et plus généralement du partenariat local, le maillage étant moins important dans les zones rurales. Nous émettons aussi l'hypothèse que, comme pour d'autres formes de violences sexistes et sexuelles, le sujet peut être plus difficile à aborder dans des territoires ne permettant pas l'anonymat des grandes villes, du fait des représentations sociales et stigmatisations pesant sur les victimes de telles violences. La question de la prostitution en milieu rural reste dans tous les cas à approfondir. Concernant les secteurs côtiers, des annonces Internet d'offre, mais aussi de demande (*voir V-B-Les « clients » de la prostitution*), de prostitution laissent par ailleurs penser que le phénomène pourrait évoluer en fonction de la saison touristique.



Cartographie réalisée à partir des 699 annonces d'offre de prostitution répertoriées sur Internet.

IV- LES PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION, LEURS PARCOURS DE VIE

Les prochains paragraphes se concentrent sur les personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les interrogé.es. Les données concernent leurs profils : genre, âge, nationalité.

Les éléments recueillis nous apportent aussi un éclairage sur leurs parcours et conditions de vie, en faisant ressortir différents facteurs de vulnérabilité, clés dans la compréhension des processus d'entrée et de maintien dans le système prostitutionnel mais aussi des besoins spécifiques en termes d'accompagnement pour leur permettre d'en sortir.

A. Profil des personnes en situation de prostitution identifiées

1. Une très grande majorité de femmes



Nous avons vu plus haut que les éléments fournis par les acteurs.trices interrogé.es nous permettent de poser l'hypothèse d'*a minima* 156 personnes en situation de prostitution probable ou avérée au cours des cinq dernières années¹⁷ : 119 femmes (76%), 32 hommes (21%) et 5 personnes transidentitaires¹⁸ (3%). Ces proportions nous rappellent que la prostitution ne peut pas être considérée en dehors des rapports de domination liés au sexe qui régissent notre société : la prostitution est, de manière systémique, une violence à

¹⁷ Les pourcentages présentés dans ce paragraphe et les suivants ont été calculés sur la base des 152 personnes pour lesquelles des informations ont été renseignées.

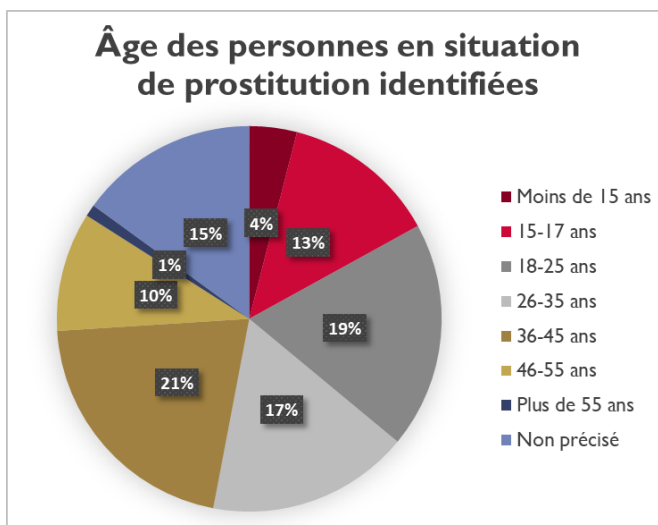
¹⁸ Les personnes transidentitaires incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, même si nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.

l'encontre des femmes¹⁹. Au niveau des parcours de vie individuels, le continuum des violences sexistes et sexuelles est là aussi clairement visible : au moins la moitié des femmes identifiées au cours du diagnostic ont subi d'autres formes de violences avant l'entrée dans le système prostitutionnel (viols, violences conjugales, mariage forcé).

Si la tendance reste la même, notons que la proportion d'hommes repérés dans le Pas-de-Calais est sensiblement plus élevée que dans les estimations nationales²⁰. Leurs parcours de vie sont également marqués par des facteurs de vulnérabilité importants (*voir IV-B- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités*). Quant aux personnes transidentitaires, toutes sont originaires d'Amérique latine et étaient exploitées par le même réseau, dans des appartements d'Arras.

Au niveau du diagnostic Internet, la part de femmes est très largement majoritaire. La proportion de personnes transidentitaires est plus élevée que dans le diagnostic partagé. 84% des personnes présentées dans les annonces sont des femmes, 7% des hommes, 9% des personnes transidentitaires.

2. Un nombre significatif de personnes jeunes, voire très jeunes



17% des personnes identifiées comme étant en situation de prostitution, probable ou avérée, sont mineures, 4% ont moins de 15 ans. 19% ont entre 18 et 25 ans. Cela monte à plus d'un tiers (36%), la part des personnes ayant 25 ans ou moins. Cette proportion correspond à

¹⁹ En France, la prostitution est inscrite dans les plans interministériels de lutte contre les violences faites aux femmes depuis 2011.

²⁰ Dans l'étude Proscost de 2015 pré-citée, le Mouvement du Nid et Psytel donnent les estimations suivantes concernant les personnes en situation de prostitution en France : 85% de femmes, 10% d'hommes et 5% des personnes transidentitaires.

minima à 56 jeunes repéré.es sur le département. 26 sont mineur.es : 21 filles et 5 garçons. Elles.ils sont majoritairement français.es mais des situations de jeunes filles roumaines et de jeunes garçons afghans et syriens ont également été signalées. Concernant les jeunes majeur.es, 30 situations sont remontées. Il est à noter que 11% des personnes identifiées sont étudiantes.

Les autres tranches d'âge représentées sont : 26-35 ans (17% des personnes identifiées), 36-45 ans (21%), 46-55 ans (10%) et plus de 55 ans (1%)²¹.

Concernant les annonces Internet, la moyenne des âges est de 30 ans. Cette donnée présente des difficultés d'interprétation. Plus de la moitié (53%) des annonces étudiées dans le Pas-de-Calais ne comportent pas d'information sur l'âge. Pour les autres, il s'agit d'un âge déclaratif, qui peut ne pas correspondre à la réalité des personnes. D'une part, sur le marché de la prostitution, la jeunesse est un argument marketing répondant à une demande des « clients ». En ce sens, les associations spécialisées constatent depuis plusieurs années la présence de personnes de plus en plus jeunes lors des maraudes et dans leurs files actives. D'autre part, les sites n'autorisent pas les annonces de personnes mineures. Or plusieurs affaires de proxénétisme sur mineures récentes impliquaient bien l'usage d'Internet pour la mise en relation avec les acheteurs d'actes sexuels²².

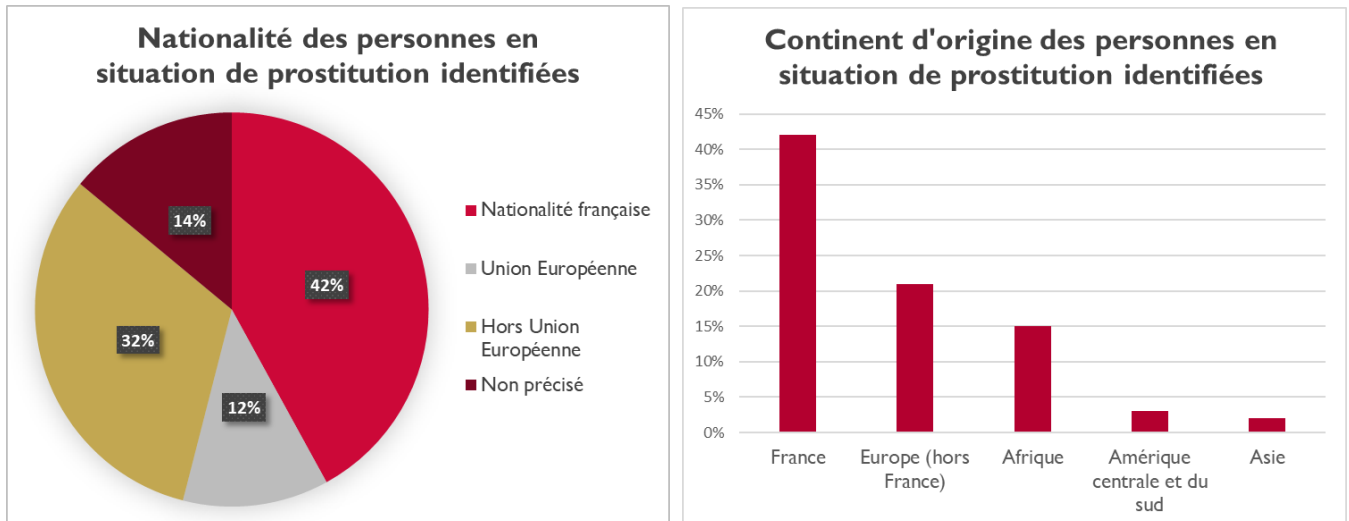
Nos entretiens dans le cadre du diagnostic partagé viennent confirmer l'analyse de l'Amicale du Nid selon laquelle la prostitution des enfants et adolescent.es ne diffère pas en soi de celles des adultes : les mêmes facteurs de vulnérabilité sont repérés dans les parcours de vie. Les professionnel.les interrogé.es font état de maltraitements, carences affectives, familles dysfonctionnelles... et de situation d'errance avec des difficultés d'hébergement. Il est souligné dans plusieurs situations un lien avec des problématiques de délinquance et de radicalisation. Les acteurs.trices décrivent également des conséquences importantes de la prostitution sur les jeunes personnes qu'elles.ils rencontrent et accompagnent : addictions, santé physique et psychique détériorée, manque d'estime de soi... Comme chez les majeur.es, en particulier lorsque la contre-partie n'est pas financière, la prostitution apparaît souvent minimisée et n'est

²¹ Nous ne disposons pas d'information concernant l'âge des 14% de personnes restantes.

²² Voir par exemple le procès de 12 hommes accusés de proxénétisme sur mineures en Ile-de-France, au mois de juin-juillet 2018. Largement relayée par la presse, cette affaire est assez emblématique de la problématique de proxénétisme sur des mineures françaises. Les « clients » étaient trouvés sur Internet, au moyen de petites annonces postées par les exploiters, notamment sur les sites Vivastreet et Wannonce. Rachel Garrat-Valcarcel, « Ile-de-France : Début du procès de 12 hommes accusés de proxénétisme sur mineures », *20 minutes*, 25 juin 2018 : <https://www.20minutes.fr/justice/2295743-20180625-ile-france-debut-proces-12-hommes-accuses-proxenetisme-mineures>

pas nommée comme telle par les jeunes qui la vivent. Le besoin de prévention est revenu au cours de nos entretiens. L'inclusion de la prostitution dans les thèmes abordés dans les séances portant sur la « vie sexuelle et affective », mesure prévue par la loi du 13 avril 2016, a été abordée avec les acteurs.trices menant des actions dans les établissements scolaires (CIDFF et Brigade de prévention de la délinquance juvénile de la Gendarmerie).

3. Autant de personnes étrangères que françaises identifiées



Les proportions de personnes identifiées de nationalité française et étrangères sont quasiment les mêmes : respectivement 42% et 44%²³.

Parmi les personnes étrangères, 12% viennent de l'Union Européenne (Belgique, République Tchèque, Roumanie, Slovénie) et 32% de pays hors de l'Union Européenne : au moins 24 personnes sont originaires d'Afrique (Cameroun, Côte-d'Ivoire, Mali, République Démocratique du Congo), 13 d'Europe hors Union-Européenne (Albanie, Russie), 5 d'Amérique centrale ou du sud et 5 d'Asie (Afghanistan, Philippines, Syrie). Plusieurs articles de notre revue de presse mentionnent par ailleurs des personnes originaires de Chine, en situation de prostitution dans un salon de massage et des appartements d'Arras (*voir annexe 2*).

Ces chiffres sont très différents de ceux que l'on observe au niveau national : d'après les données officielles, les personnes de nationalité étrangère représenteraient environ 90% des personnes en situation de prostitution en France²⁴. Nous émettons l'hypothèse que les personnes de nationalité française puissent être surreprésentées dans notre diagnostic. Nous

²³ Nous ne disposons pas d'information concernant la nationalité des 14% de personnes restantes.

²⁴ Danielle Bousquet et Guy Geoffroy, *Prostitution : l'exigence de responsabilité. En finir avec le mythe du « plus vieux métier du monde »*, Rapport d'information n°3334, Avril 2011, page 34. Le rapport reprend les chiffres de l'OCRTEH (office central de la répression contre la traite des êtres humains) de 2010.

savons, de par notre expérience de l'aller-vers et de l'accompagnement des personnes en situation de prostitution, qu'elles s'adressent globalement peu aux services sociaux et de santé et, lorsqu'elles le font, elles évoquent rarement leur vécu prostitutionnel. Les raisons sont multiples : peur d'être stigmatisé.e, emprise des proxénètes, absence de couverture maladie, manque de connaissance des dispositifs et des droits, honte... Ces obstacles sont renforcés pour les personnes étrangères, en particulier lorsqu'elles sont en situation irrégulière, et plus encore lorsqu'elles sont transportées de villes en villes par des réseaux. S'ajoutent alors la barrière de la langue, les craintes liées à la situation administrative, la méconnaissance du territoire dans lequel les personnes se trouvent, l'impossibilité d'y créer des liens, l'isolement... Comme dans d'autres départements peu concernés par la prostitution visible, il est probable que la prostitution de personnes étrangères dans le Pas-de-Calais soit majoritairement une prostitution itinérante, organisée par des réseaux internationaux peu implantés localement et passant par Internet. S'agissant d'une forme de prostitution discrète et très mouvante, il n'apparaît pas incohérent que le nombre de personnes étrangères parmi les personnes en situation de prostitution repérées par les acteurs.trices pas-de-calaisien.nes soit relativement limité.

La question de la prostitution de personnes migrantes pour payer leur passage jusqu'en France puis au Royaume-Uni s'est posée sur le territoire de Calais mais nous disposons de peu d'éléments concrets à ce sujet. Plusieurs articles datant de 2015-2016 faisaient état de prostitution, parmi les nombreuses violences sexuelles subies par les personnes migrantes, en particulier les femmes, vivant dans les camps (ce qui était désigné comme « la jungle » à l'époque). Malgré nos recherches, nous n'avons malheureusement pas réussi à rencontrer des structures, institutionnelles ou associatives, à même de nous fournir des informations sur les faits de prostitution qui pourraient exister depuis le démantèlement des camps. En dehors du Calais, les autres territoires que nous avons étudiés (Arthois, Béthunois, Boulonnais, Lensois) apparaissent moins concernés par les questions migratoires. Les acteurs.trices interrogés ont principalement insisté sur des contextes de précarité économique et sociale et de violences intrafamiliales, touchant des personnes françaises et, dans une moindre mesure, étrangères en situation régulière (mariées à des conjoints français notamment). Seuls Arras et Boulogne-sur-Mer ressortent ponctuellement comme concernés par la présence de personnes étrangères victimes de réseaux internationaux basés hors du Pas-de-Calais. Les résultats de notre diagnostic Internet nous poussent cependant à nuancer cette affirmation (*voir notamment la cartographie Internet : III-D- Répartition des annonces Internet*).

Concernant les annonces Internet, des informations renvoyant à la nationalité ou à la provenance géographique sont indiquées pour 58% des personnes. Parmi ces personnes, 20% sont déclarées françaises et 80% étrangères. Les personnes déclarées étrangères viendraient d'Amérique centrale et du sud (Argentine, Brésil, Colombie, Cuba, Mexique, Paraguay, Porto-Rico, Venezuela), d'Europe (Allemagne, Espagne, Italie, Finlande, Pologne, Ukraine), d'Asie (Chine, Inde, Liban) et d'Afrique (Kenya). Là encore, ces données sont à prendre avec précaution. Nous avons constaté lors de notre diagnostic Internet en Ile-de-France que les annonces enfermaient de manière quasi-systématique les personnes dans des catégories renvoyant à des nationalités, origines géographiques, couleurs de peau, de cheveux, âges, corpulences... Ces catégories, dans lesquelles transparaissent de manière plus ou moins explicite les nombreux stéréotypes sexistes et racistes qui sous-tendent le système prostitutionnel, sont le reflet d'une marchandisation des corps humains poussée à l'extrême. Les personnes se trouvent réduites à des objets catalogués pour être choisis par les « clients ». De ce fait, comme nous l'avons remarqué pour les âges figurant dans les annonces, il est difficile de savoir si les nationalités et pays mentionnés correspondent réellement à l'identité de personnes, ou s'il s'agit d'une stratégie marketing visant à satisfaire la demande des « clients ».

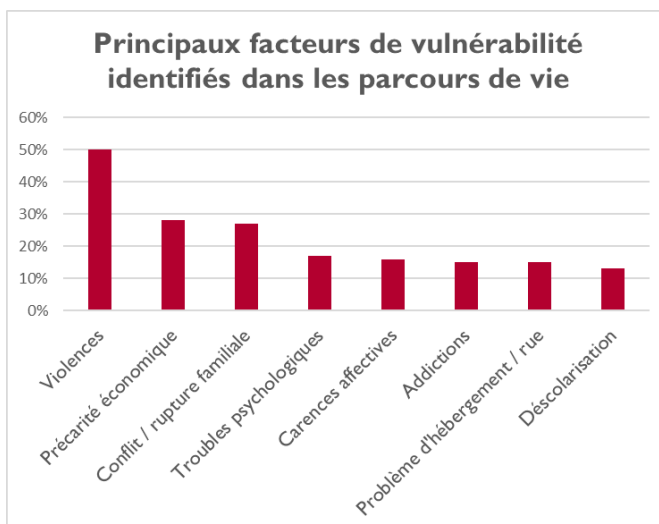
B. Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités

L'entrée dans le système prostitutionnel est la conséquence d'une conjonction de facteurs fragilisants et déclenchants qui relèvent du contexte sociétal (précarité socio-économique, inégalités, violences sociales, politiques, liées au genre ou à l'orientation sexuelle...) et des parcours de vie individuels (violences déjà subies, carences affectives, ruptures familiales et/ou sociales, isolement, errance, difficultés économiques...). Ces facteurs de vulnérabilité, combinés à la rencontre avec des personnes déjà ancrées dans le système prostitutionnel, victimes ou prostitueurs, permettent d'expliquer le début de l'engrenage.

Si l'on regarde l'ensemble des personnes en situation de prostitution probable ou avérée identifiées par les professionnel.les interrogé.es dans le Pas-de-Calais (soit 156), les acteurs.trices de terrain mentionnent des facteurs de vulnérabilité dans les parcours de vie de 76% d'entre elles. Cette proportion importante indique qu'il existe une prise de conscience de la réalité du système prostitutionnel parmi les professionnel.les du territoire. Il importe de préciser que l'absence de facteurs repérés pour les 24% de personnes restantes ne signifie pas leur inexistence. Il est tout à fait probable que des éléments du parcours de vie ne soient

pas connus des acteurs.trices ayant reçu ces personnes ou qu'ils n'aient pas été pensés comme pouvant « faciliter » leur entrée dans le système prostitutionnel. Notons également que l'identification de certains facteurs est parfois délicate car ils peuvent aussi être des effets de la prostitution (par exemple : troubles psychologiques, addictions, isolement, déscolarisation). Les causes et les conséquences s'alimentent souvent dans un cercle vicieux, empêchant les victimes de s'émanciper du système prostitutionnel. Dans tous les cas, il importe de les prendre en compte dans l'accompagnement à la sortie.

Le facteur le plus cité est le fait d'avoir déjà subi des violences. Cela revient dans 50% des parcours. Au moins 30% des personnes ont été victimes de violences intra-familiales (sur conjointe et/ou sur enfants), 13% de violences sexuelles. Les ruptures et conflits familiaux reviennent dans 27% des parcours de vie, juste après la précarité économique (28%). Il est intéressant de souligner le taux important de repérage des violences, intra-familiales en particulier, dans les parcours de vie des personnes en situation de prostitution rencontrées par les professionnel.les interrogé.es. La collecte de données a coïncidé avec un contexte de prise de conscience des violences sexistes et sexuelles par le grand public, avec le mouvement international #metoo, puis de mobilisation des professionnel.les du Pas-de-Calais sur le sujet des violences conjugales, dans le cadre du Grenelle décliné par la DDFE au niveau départemental. Selon nous, ce contexte a été favorable à la compréhension du système prostitutionnel comme faisant partie du continuum des violences à l'encontre des femmes.



Le tableau ci-dessous donne à voir de manière plus exhaustive ces facteurs²⁵.

Ensemble des facteurs de vulnérabilité identifiés	76%
Violences	50%
<i>dont violences conjugales / intra-familiales</i>	<i>30%</i>
<i>dont violences sexuelles</i>	<i>13%</i>
Précarité économique	28%
Conflit / rupture familiale	27%
Troubles psychologiques	17%
Carences affectives / éducatives	16%
Addictions	15%
Problème d'hébergement / rue	15%
Déscolarisation	13%
Précarité administrative	6%
Délinquance	3%
Errance	3%
Précarité sociale / isolement	3%
Parcours migratoire / exil / déracinement	3%
Manque d'estime de soi	2%
Fugues	2%
Handicap	1%
Grossesse précoce	1%
Perte d'emploi	1%

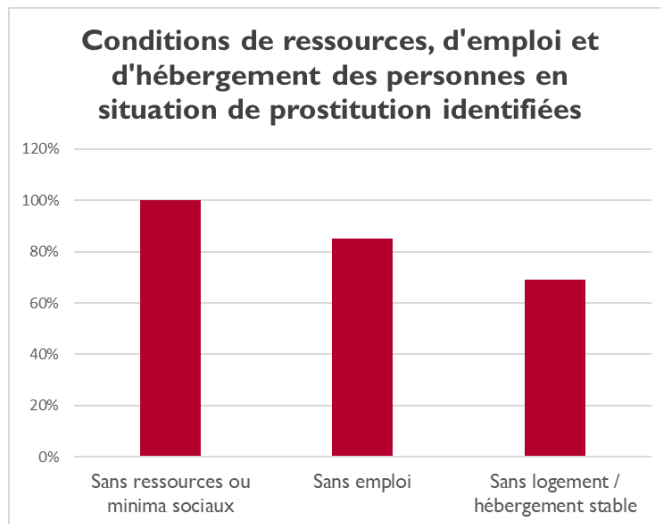
C. Des conditions de vie précaires

La précarité des conditions de vie peut rarement expliquer à elle seule l'entrée dans le système prostitutionnel : il s'agit toujours d'une conjonction de facteurs de vulnérabilité. Nous venons d'ailleurs de voir qu'elle n'est pas le premier facteur repéré par les professionnel.les interrogé.es. Pour autant, la précarité économique et l'absence d'emploi et d'hébergement stable ressort massivement parmi les situations décrites en entretien et via le questionnaire en ligne.

100% des personnes pour qui des informations ont été renseignées à ce sujet sont sans ressources ou bénéficiaires des minima sociaux, 85% sont sans emploi (hors étudiant.es et scolaires), 69% n'ont pas de logement ou d'hébergement stable²⁶. Ces personnes se trouvent à la rue, hébergées par le 115, dans des centres d'hébergement, des squats, des bidonvilles ou sont hébergées par des tiers (bien souvent des « clients » et/ou proxénètes).

²⁵ Les données se lisent comme suit : 50% des personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les ont subi des violences avant d'entrer dans le système prostitutionnel.

²⁶ Les pourcentages sont calculés sur la base des personnes pour lesquelles nous disposons d'informations sur ces items : 119 pour la situation financière, 122 pour la situation professionnelle et 120 concernant l'hébergement/logement.



V- LES AUTRES ACTEURS DU SYSTÈME PROSTITUTIONNEL : QUELQUES DONNÉES SUR LES PROXÉNÈTES ET LES CLIENTS-PROSTITUEURS

La Loi du 13 avril 2016 apporte un changement de regard sur la prostitution. Elle décentre l'attention stigmatisante portée sur les seules personnes en situation de prostitution pour considérer la prostitution comme un système de violences comprenant d'autres catégories d'acteurs.trices. En déplaçant le regard, l'idée est aussi de transférer la responsabilité et la culpabilité des personnes en situation de prostitution, victimes de ce système, vers ceux qui les exploitent : les proxénètes et les acheteurs d'actes sexuels, que le langage abolitionniste appelle « les prostitueurs ».

Les paragraphes suivants présentent les éléments recueillis au cours du diagnostic partagé, du diagnostic Internet et via la revue de presse, illustrant la présence de proxénètes et de « clients » dans le Pas-de-Calais.

A. Proxénétisme et traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle

La présence, probable ou avérée, de proxénètes est signalée dans 44% des situations repérées par les professionnel.les interrogé.es, leur absence dans 37% des cas. Pour 19% des situations, les participant.es au diagnostic disent ne pas savoir s'il existe ou non des proxénètes. La Gendarmerie et les trois Procureurs de la République avec lesquels nous avons échangé en entretien déclarent avoir très peu de remontées concernant de faits de proxénétisme et de traite. La prostitution étant peu visible sur l'ensemble du département, les dossiers apparaissent au moment des signalements par des voisin.es, parfois via des professionnel.les de l'action sociale, ou lors de la veille des forces de l'ordre sur les réseaux sociaux. Les effectifs réduits des équipes dédiées à la cybercriminalité ne permettent pas d'avoir une action spécifique sur la question de la prostitution : la veille est généraliste, sur les réseaux sociaux, ou centrée sur d'autres sujets, en particulier la pédocriminalité.

Le croisement des données des diagnostic partagé et Internet et de la revue de presse fait apparaître des faits de proxénétisme de plusieurs ordres.

1. Du proxénétisme intrafamilial

Les proxénètes décrits par les professionnel.les interrogé.es sont majoritairement intra-familiaux.

Dans 31 situations, un conjoint proxénète est signalé. Très souvent l'exploitation sexuelle par la prostitution s'inscrit dans un contexte plus large de violences conjugales. Pour 2 victimes, un garçon mineur et une femme majeure souffrant de maladie mentale, les proxénètes sont des parents.

2. Des réseaux internationaux de traite des êtres humains

3 réseaux internationaux ont été mentionnés sur les ressorts des tribunaux d'Arras et de Boulogne-sur-Mer, au cours des cinq dernières années :

- Un réseau africain agissant dans la rue à Boulogne-sur-Mer jusqu'en 2017
- Un réseau sud-américain agissant dans des appartements, via Internet, à Arras, poursuivi en 2016-2017
- Un réseau d'Europe de l'Est agissant dans des appartements, via Internet sur le ressort de Boulogne-sur-Mer, en cours de démantèlement

Plusieurs articles de presse, datant de 2017, font également état de réseaux chinois dans des appartements à Arras, prenant contact avec les « clients » par Internet (*voir annexe 2*).

Comme évoqué plus haut, des interrogations existent également quant à l'exploitation de personnes migrantes par des réseaux de traite des êtres humains, sur la route migratoire et dans le Pas-de-Calais, pour payer le passage en France puis en Grande-Bretagne. Si les enquêtes engagées à l'époque de la « jungle » n'ont jamais abouti, la situation apparaît encore plus opaque actuellement. Par ailleurs, le Procureur de Boulogne-sur-Mer nous a informé que la Police aux frontières pouvait effectuer des contrôles à l'embarquement des feries à Calais suite à des informations de la part de leurs homologues britanniques concernant le transfert de jeunes femmes d'Europe de l'Est vers l'Angleterre, à des fins d'exploitation sexuelle.

Aucun de ces réseaux n'a d'implantation dans le Pas-de-Calais : ils sont basés ailleurs en France (région parisienne) et/ou à l'étranger et sont seulement de passage dans le département. En conséquence, les enquêtes sont généralement traitées soit au niveau inter-

régional (Direction interrégionale de la police judiciaire de Lille), soit par les forces de l'ordre britanniques.

3. Du proxénétisme sur des jeunes filles et garçons mineur.es

Comme pour les adultes, le proxénétisme concernant des mineur.es prend des formes multiples, plus ou moins organisées :

- Exploitation par les parents (au moins une situation)
- Exploitation par les petits-amis ou par des « amis » (au moins trois situations). Les faits de prostitution n'ont pas forcément lieu dans le Pas-de-Calais. Les participant.es au diagnostic décrivent ainsi des jeunes filles en fugue, retrouvées à Compiègne, Paris, Lille, Roubaix, Tourcoing...
- Exploitation par des réseaux internationaux, dans le cas des mineurs non-accompagnés à Calais

4. Le proxénétisme visible sur Internet

A travers le diagnostic Internet, nous pouvons constater que la présence de réseaux de proxénétisme est clairement visible sur les sites spécialisés en « escorting » (« agences d'escorts »). La systématisme avec laquelle les fiches sont remplies, l'annonce de dates de tournées internationales, la rédaction en plusieurs langues... laissent peu de doute sur le fait qu'il s'agit d'une prostitution gérée par des réseaux bien organisés. Les proxénètes sont globalement plus discrets sur les sites de petites annonces et de rencontres. Leur présence peut cependant être supposée à travers un faisceau d'indices laissant penser que la prostitution est organisée par des personnes autres que la personne en situation de prostitution elle-même.

La liste ci-dessous reprend le faisceau d'indices, non-exhaustif, établi lors de notre diagnostic en Ile-de-France :

- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes sont rédigées de manière similaire. On y retrouve les mêmes mots ou expressions, les mêmes fautes d'orthographe ou de grammaire. Les photos sont semblables, elles présentent les mêmes poses, des éléments de décor ou des retouches identiques. Un même pseudo est apparemment utilisé pour décrire plusieurs personnes.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes mais utilisant les mêmes termes pour les décrire (catégories d'âge, ethniques, de nationalité...) ont été

postées à la même date et/ou sont localisées dans la même ville ou dans une zone géographique limitée.

- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes ont été postées à partir du même compte utilisateur.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes indiquent les mêmes numéros de téléphone ou des numéros de téléphone dont seuls les deux derniers chiffres varient.
- Les annonces sont rédigées à la troisième personne.
- Les annonces sont rédigées en anglais.
- Les annonces présentent des incohérences dans la description des personnes : plusieurs pseudos, plusieurs âges, plusieurs catégories « ethnico-raciales » ou nationales sont mentionnées à différents endroits.
- Les annonces précisent que les personnes sont « de passage », « dans votre ville pour une semaine / quelques jours » ou « en vacances ».
- Les annonces précisent que les personnes sont disponibles « tout le temps » ou « 24h/24 ».

L'action de réseaux de proxénétisme ou de traite transparait clairement dans 38% des annonces étudiées dans le Pas-de-Calais. L'absence d'indices repérés dans les autres annonces n'exclut bien sûr pas la présence de tels réseaux.

B. Les « clients » de la prostitution

Suite à la publication du rapport d'évaluation de la loi en juin 2020²⁷, un article de la *Voix du Nord* rapportait une seule verbalisation de « clients » en 2018 dans le Pas-de-Calais²⁸. En 2016-2017, les chiffres sont très différents : une centaine d'hommes ayant eu recours à la prostitution ont été identifiés lors d'une enquête pour proxénétisme à Arras. Une soixantaine d'entre eux a payé une amende dans le cadre d'une composition pénale. Deux ont fait l'objet de poursuites devant le tribunal de police après avoir contesté l'amende.

²⁷ Inspections générales de l'administration (IGA), de la justice (IGJ), et des affaires sociales (IGAS), *Évaluation de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées* : <http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2019-032r-prostitution-d.pdf>

²⁸ Sophie Filippi-Paoli, « Prostitution : une verbalisation des clients "très faible" dans le Nord-Pas-de-Calais », *La Voix du Nord*, 24 juin 2020 : <https://www.lavoixdunord.fr/769050/article/2020-06-24/prostitution-une-verbalisation-des-clients-tres-faible-dans-le-nord-et-le-pas-de>

Nous disposons de peu de données renseignées par les professionnels interrogés au sujet des « clients ». Ceux-ci sont rencontrés via Internet, par des connaissances ou lors de soirées. Ce sont des inconnus, des « amis », des personnes hébergées ou hébergeantes... Le point commun est qu'il s'agit quasi exclusivement d'hommes. Une seule situation de femmes clientes est décrite, dans le cas d'un garçon mineur.

Le même constat peut être fait à partir des données du diagnostic Internet : 96% des annonces Internet étudiées dans le Pas-de-Calais s'adressent à des hommes, dont 91% exclusivement (8% des annonces s'adressent à des femmes seules, dont 4% exclusivement).

Comme nous l'avons déjà constaté au moment de notre diagnostic en Ile-de-France, les « clients » sont très présents sur les sites Internet étudiés²⁹ :

- Sur les sites spécialisés en « escorting », ils évaluent et commentent les profils des personnes prostituées. Leurs avis, précédés d'un pseudo, sont très souvent visibles et consultables publiquement sous la fiche des « escorts ». Les phrases employées témoignent de la marchandisation des personnes en situation de prostitution, qui ne sont pas considérées en tant que personnes humaines par les « clients » mais bien comme des produits qu'ils ont achetés et utilisés.
- Sur les sites de petites annonces et de rencontres, leurs annonces de demandes côtoient celles des offres de personnes en situation de prostitution.

La consultation des archives des sous-forums « France » de la rubrique « Prostitution » du site Youppie.net révèle 76 discussions actives de « clients » de la prostitution, concernant 24 communes du Pas-de-Calais, entre le 1^{er} janvier 2015 et le 14 avril 2016, date à laquelle les sous-forums ont été fermés. Sans inscription, nous ne pouvons pas accéder à la totalité de ces discussions. Nous avons pu néanmoins comptabiliser au moins 124 pseudos différents à partir des extraits visibles.

Concernant des contenus plus récents, sur le seul site de petites annonces g-trouve.com, dans la rubrique « Rencontres », nous avons répertorié 22 annonces de « clients » à la recherche de personnes en situation de prostitution dans le Pas-de-Calais entre mai et juillet 2020³⁰. D'après les informations de profil déclarées, toutes les annonces ont été rédigées par des

²⁹ Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017, p. 85 à 88.

<http://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2018/03/Diag-IdF-Version-finale-de%CC%81c2017-1.pdf>

³⁰ Le chiffre que nous faisons apparaître ici est celui des différentes annonces répertoriées et non celui des « clients » utilisateurs du site : certaines annonces peuvent avoir été rédigées par les mêmes auteurs.

hommes, d'âges variés, habitant dans des zones urbaines ou rurales du département. Les formulations, plus ou moins explicites, laissent généralement peu de doutes sur l'intention de leurs auteurs.

Nous avons également effectué une simulation sur le tchat coco.fr, régulièrement cité par les professionnel.les de la jeunesse et des forces de l'ordre que nous avons rencontré.es en Bretagne et en Ile-de-France. Ce tchat permet d'accéder à des discussions instantanées et localisées, en entrant ces quelques données : pseudo, âge, sexe, code postal. S'il n'est pas possible d'indiquer un âge en dessous de 18 ans dans la case correspondante, nous avons pu vérifier qu'un chiffre accolé au pseudo permet de contourner cette interdiction. Pour notre simulation, nous avons utilisé un pseudo évoquant une jeune fille mineure (« Ella16 ») et avons indiqué habiter à Arras. En quinze minutes seulement et sans autre action de notre part, 34 fenêtres de tchat se sont ouvertes. D'après les informations que nos interlocuteurs avaient eux-mêmes renseignées, toutes les discussions provenaient d'hommes, âgés de 18 à 70 ans, originaires de différentes villes du Pas-de-Calais. La majorité montrait un pseudo, un avatar ou des messages à connotation sexuelle. Dans trois cas, les utilisateurs ont sollicité un acte sexuel tarifé (2 via le tchat, 1 via son avatar).

Ci-dessous quelques extraits de g-trouver.com et de coco.fr :

« Homme âge mur propose à étudiante rémunération financière en échange de relations intimes. Annonce sérieuse. La rémunération se fera en espèce le jour-même du rdv, merci. »
(extrait du site www.g-trouve.com)

« Cherche femme pour relation une à deux fois par semaine. Je paye pour les services. Laisse-moi SMS »
(extrait du site www.g-trouve.com)

« J'ai loué mobil-home sur Berck. Recherche une dame de 25 ans à 76 ans pour m'accompagner. Tout est pris en compte. J'attends vos propositions. »
(extrait du site www.g-trouve.com)

Quidispo : t'es dispo ?

Ella16 : tu veux quoi ?

Quidispo : je sais pas tu recherches quoi ?

Quidispo : argent ?

(extrait du tchat coco.fr)

Maxx : coucou

Maxx : ça va ? tu as 16 ou 19 ans ?

Ella16 : 16

Maxx : dac

Maxx : ça te dit de parler ?

Maxx : je cherche sérieux ou amitié

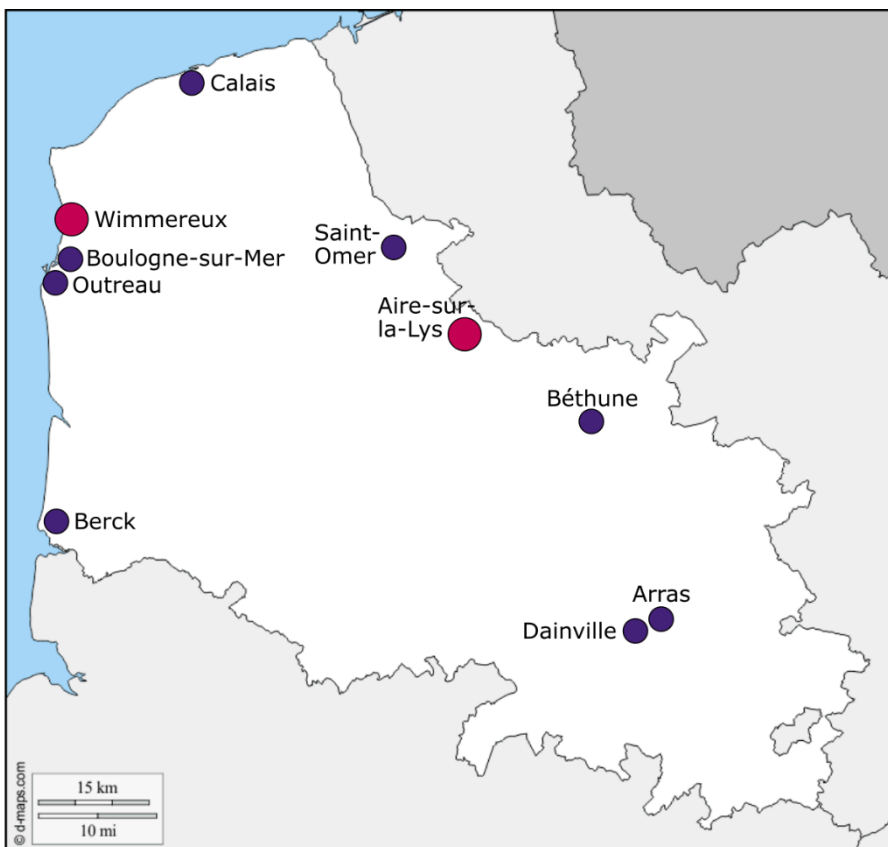
Maxx : j'ai le permis, tu es d'où ?

Maxx : je suis trop vieux pour toi ?

Maxx : ça te dit de gagner de la tune ?

(extrait du tchat coco.fr)

La cartographie présentée ci-dessous fait apparaître les villes mentionnées dans les 22 annonces comptabilisées sur g-trouve.com. Elle permet d'illustrer, de manière très partielle, la présence des « clients » sur le département du Pas-de-Calais, « clients » sans lesquels, rappelons-le, le système prostitutionnel n'existerait pas.



- 1 à 2 annonces
- 4 à 5 annonces

Cartographie réalisée à partir des 22 annonces répertoriées sur le site g-trouve.com.

CONCLUSION ET PISTES D'ACTION

Bien qu'il existe peu de lieux de prostitution visible dans le Pas-de-Calais, 63% des 92 professionnel.les ayant participé à l'étude ont déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution. Lorsque l'on agrège les situations rapportées par chacun.e des professionnel.les interrogé.es, la prostitution se dessine bel et bien comme un phénomène existant dans le Pas-de-Calais, avec une ampleur non négligeable. Les lieux concernés sont multiples, avec 14 communes citées dans le diagnostic partagé, dans 7 intercommunalités, et 30 communes répertoriées lors du diagnostic Internet, dans 11 intercommunalités. L'étude des sites utilisés par les « clients » laissent apparaître d'autres villes concernées encore.

Le diagnostic partagé nous a permis de poser l'hypothèse basse de 156 personnes en situation de prostitution probable ou avérée au cours des cinq dernières années (2015-2020). D'après notre diagnostic Internet, 273 personnes pourraient avoir été en situation de prostitution via des annonces en ligne au moment de notre étude (septembre à décembre 2018). Ces chiffres, qui sous-estiment sans aucun doute la réalité, viennent confirmer la pertinence d'agir au niveau départemental pour lutter contre le système prostitutionnel.

Des partenaires en demande de formation et d'information

Des professionnel.les globalement peu outillé.es :

92% des répondant.es au questionnaire en ligne s'estiment insuffisamment outillé.es sur la problématique du système prostitutionnel.

Aucun.e n'a déclaré avoir suivi une formation sur le sujet.

Trois questions soulevées par les acteurs.trices de terrain :

Comment mieux repérer les personnes en situation ou en risque de prostitution ?

Comment parler de prostitution avec elles ?

Quelles solutions concrètes pour les orienter et les accompagner ?

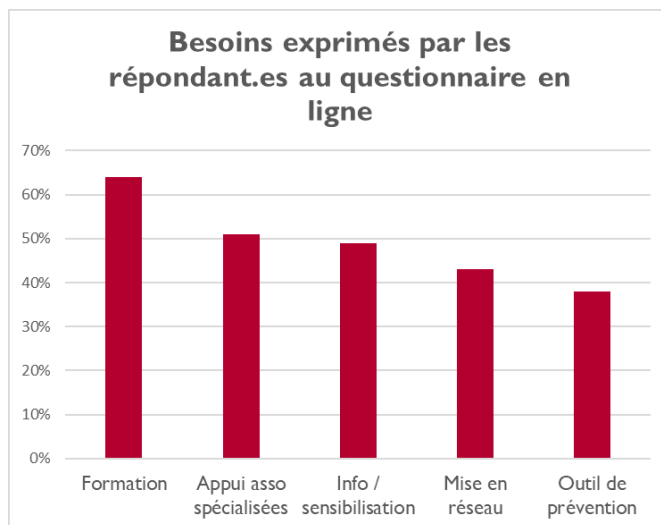
La Loi du 13 avril 2016 encore peu connue :

66% des répondant.es ont déclaré ne pas avoir connaissance de la création des Parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle ;

85% des Commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains.

La prostitution, plus encore que toute autre forme de violence à l'encontre des femmes, suscite nombre de tabous, fantasmes et idées reçues, souvent renforcés par les productions médiatiques et culturelles. L'identification de la problématique et, surtout, le fait de pouvoir en parler passent par la mise au travail des représentations de chacun.e. Le premier enjeu pour

une mise en œuvre concrète de la loi du 13 avril 2016 dans le département est donc de poursuivre l'information et la sensibilisation initiées par ce diagnostic, et d'aller plus loin en proposant des formations aux professionnel.les pour comprendre la réalité du système prostitutionnel et la nécessité d'aborder le sujet avec les personnes qui en sont victimes. 64% des répondant.es au questionnaire en ligne mettent en lumière le besoin d'être formé.es, 49% d'être mieux informé.es et sensibilisé.es, 51% d'être appuyé.es dans leurs pratiques par des associations spécialisées. Au-delà de la prostitution, le besoin de formation et d'accompagnement sur la prise en charge des victimes de violences sexuelles en général a été mentionné à plusieurs reprises au cours des entretiens.



Construire un partenariat solide pour l'accompagnement des personnes en situation de prostitution

La loi du 13 avril 2016 crée les parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle. Ces parcours sont mis en œuvre sur une durée de six mois, renouvelable jusqu'à 24 mois, par des associations agréées par les préfetures de département. Ils peuvent donner lieu à l'ouverture de droits spécifiques pour les personnes qui ne pourraient pas, dans un premier temps, bénéficier du droit commun (allocation financière d'insertion sociale, autorisation provisoire de séjour avec droit au travail). Il n'existe pas à ce jour d'association spécialisée sur le Pas-de-Calais. Des acteurs.trices rencontré.es ont déjà sollicité la Délégation du Mouvement du Nid, basée à Lille, mais cela pose des difficultés en termes de mobilité, et/ou d'accueil lorsque ce sont les membres de cette délégation qui se déplacent. L'agrément d'une association dans le Pas-de-Calais est une prochaine étape indispensable pour la mise en œuvre des parcours de sortie dans le département.

Le parcours de sortie correspond à un accompagnement global vers la sortie de la prostitution et s'appuie sur tous les axes de l'insertion sociale :

- L'accès des personnes à l'information concernant la loi et leurs droits fondamentaux.
- L'accès des personnes aux soins, dans une perspective de santé globale. Cela peut impliquer, entre autres, l'accès à des soins spécialisés en matière de psycho-trauma.
- L'accès des personnes à l'hébergement, aussi bien d'urgence que d'insertion.
- L'accès des personnes aux biens de première nécessité et le développement de solutions financières alternatives à la prostitution et suffisantes pour leur permettre de subvenir à leurs besoins.
- L'accès des personnes étrangères à un titre de séjour avec droit au travail.
- L'accès des personnes à un accompagnement prenant en compte les violences vécues, dans le système prostitutionnel et plus globalement tout au long du parcours de vie, et leur spécificité en termes de rapports sociaux de sexe.
- L'accès des personnes à l'emploi durable, via la formation et l'insertion professionnelle.
- L'accès des personnes au logement durable.

Ces axes ne pourront être travaillés efficacement qu'avec la mobilisation d'un réseau partenarial local. 43% des répondant.es au questionnaire en ligne soulignent cette nécessité de mise en réseau. L'organisation de formations interprofessionnelles par territoire peut être une première réponse à cet objectif de construction d'un réseau de partenaires opérationnel pour la prise en charge des victimes de prostitution. Les structures déjà réunies au sein d'instances institutionnelles, telles que la commission départementale de lutte contre les violences faites aux femmes et les conseils départemental et locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CDPD, CLSPD), peuvent constituer une base pertinente pour un travail partenarial. Le CDPD a été associé, dès le lancement de la démarche, à la diffusion du questionnaire en ligne et une restitution partielle du diagnostic a été réalisée à destination de ses membres, en septembre 2019.

Inscrire la prostitution dans les protocoles de prise en charge des femmes victimes de violences

76% des personnes en situation de prostitution identifiées au cours du diagnostic partagé et 84% de celles présentées dans les annonces Internet étudiées sont des femmes. 96% de ces annonces s'adressent à des hommes. Lorsque l'on regarde les parcours de vie décrits par les professionnel.les interrogé.es, les violences sexistes et sexuelles reviennent comme le facteur de vulnérabilité le plus fréquemment cité pour expliquer l'entrée dans le système

prostitutionnel. Au moins moitié des personnes en situation de prostitution identifiées ont déjà subi des violences au cours de leur vie (violences conjugales pour au moins 30% d'entre-elles, violences sexuelles pour au moins 14%). Ces éléments nous rappellent que la prostitution fait partie du continuum des violences à l'encontre des femmes, tant au niveau sociétal qu'individuel. En France, la prostitution est officiellement reconnue comme une violence sexiste et sexuelle depuis 2011, date à laquelle elle a été inscrite dans les plans interministériels de lutte contre les violences faites aux femmes³¹. L'analyse de la prostitution comme une violence systémique à l'encontre des femmes est confirmée par la loi du 13 avril 2016. Dans la même logique, la Préfecture du Pas-de-Calais a fait le choix d'inclure la prostitution dans son plan départemental de lutte contre les violences sexistes et sexuelles. En ce sens, il pourrait être pertinent de s'appuyer sur les dispositifs existants concernant les violences conjugales et de les élargir aux victimes de violences sexuelles, dont la prostitution. Il serait intéressant de se saisir de la forte mobilisation des acteurs.trices du Pas-de-Calais lors du Grenelle contre les violences conjugales (3 septembre – 25 novembre 2019) pour poursuivre la dynamique enclenchée par le diagnostic sur le système prostitutionnel. Etendre la prise en compte de la prostitution à l'ensemble des protocoles, présents et futurs, de prise en charge des femmes victimes de violences permettrait de reconnaître concrètement les personnes en situation de prostitution comme des victimes de violences sexistes et sexuelles et de leur proposer un accompagnement en tant que telles, sur tous les axes listés ci-dessus. De nombreuses bonnes pratiques ont été repérées sur les territoires pas-de-calaisiens. Nous pouvons citer par exemple : les conventions signées par les Centres hospitaliers d'Arras et de Lens pour le suivi psychologique des femmes victimes de violences, l'intégration des violences faites aux femmes dans les contrats locaux sur la santé mentale, l'existence de cellules dédiées et/ou d'intervenant.es sociaux.les dans les commissariats de Lens, Béthune et Boulogne-sur-Mer...

Inclure et nommer la prostitution contre biens ou services dans les actions de lutte contre le système prostitutionnel

Nommer la violence sexiste et sexuelle que constitue la prostitution est fondamental pour accompagner les personnes qui en sont victimes à en sortir, quelle que soit la forme prise par la prostitution. Cela peut sembler d'autant moins évident lorsque la contrepartie n'est pas financière. L'achat d'actes sexuels au moyen de biens ou de services apparaît éloigné de nos représentations collectives sur la prostitution. De l'expérience de l'Amicale du Nid, les mots

³¹ <https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/dossiers/lutte-contre-les-violences/les-plans-de-lutte-contre-les-violences-faites-aux-femmes/>

utilisés pour le décrire, aussi bien de la part des personnes victimes que des professionnels qui les reçoivent, tendent à l'euphémiser : on parlera de « troc », de « débrouille », voire d'agresseur qui « rend service ». Cette forme de prostitution a été mise en lumière de manière importante dans le diagnostic partagé, puisqu'elle représente 31% des situations identifiées par les acteurs.trices interrogés dans le Pas-de-Calais. Il nous semble donc incontournable de l'inclure dans les actions qui seront mises en place. Au niveau préventif, informer le grand public de l'interdiction d'acheter un acte sexuel, y compris « en échange [...] d'un avantage en nature »³², et des conséquences de la prostitution sur celles et ceux qui la subissent est une première piste d'action³³. Les professionnels de l'hébergement que nous avons rencontré soulignent également le besoin de sensibilisation à destination des publics qu'elles.ils reçoivent, particulièrement vulnérables. Sur le volet accompagnement social, travailler à la question de l'accès aux biens de première nécessité et à l'hébergement pour les personnes les plus vulnérables en est une autre. Des difficultés relatives à l'hébergement ont été signalées, sur le territoire de l'Artois notamment.

Prendre en compte la prostitution en milieu rural dans le maillage partenarial

Le diagnostic Internet a clairement fait apparaître l'existence de faits de prostitution en dehors des agglomérations les plus importantes du Pas-de-Calais. Il importera de ne pas oublier le milieu rural dans le maillage partenarial qui pourra être mis en place. En ce sens, des dispositifs comme l'Unité mobile d'aller-vers dans le Montreuillois nous paraissent intéressants. Parallèlement à la mobilisation des acteurs.trices de proximité pour le repérage des personnes concernées par la prostitution, des modes d'aller-vers sur Internet pourraient être imaginés pour entrer en contact avec elles. Depuis six ans, l'Amicale du Nid conduit ce type d'action dans le département des Bouches-du-Rhône. Il s'agit d'envoyer des SMS personnalisés aux numéros de téléphone répertoriés sur des sites proposant des annonces d'offre de prostitution mais aussi d'engager des discussions en ligne sur les réseaux sociaux ou des tchats, pour présenter l'association, donner de l'information (santé notamment), proposer un accompagnement. Si le taux de retours reste faible, comparativement au temps investi dans la collecte des coordonnées et l'envoi des SMS, plusieurs réponses ont été reçues de la part

³² Loi n° 2016-444 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, article 20.

³³ Voir par exemple la campagne de sensibilisation réalisée par la Mairie de Grenoble en 2016, en partenariat avec les associations l'Appart, Zéromacho et l'Amicale du Nid.

Un article de la revue *Prostitution et Société*, du Mouvement du Nid, résume ce projet : <http://prostitutionetsociete.fr/prevention-et-education/outils/article/grenoble-lance-une-campagne-en-direction-des-clients>

de personnes se posant des questions ou souhaitant obtenir de l'aide et des accompagnements ont pu être déclenchés de cette manière³⁴.

Lutter contre le proxénétisme et la traite passant par Internet

Au-delà de la prostitution de femmes françaises, notamment en milieu rural, la prostitution via Internet concerne des personnes de nationalité étrangère sous la coupe de réseaux internationaux. Si l'enjeu dépasse les frontières du Pas-de-Calais, des pistes d'action peuvent tout de même être envisagées localement. Les personnes exploitées par ces réseaux ne sont généralement présentes que pour un temps très court sur le département, puisqu'elles sont régulièrement déplacées par leurs proxénètes. Nous avons vu qu'elles étaient globalement peu reçues par les acteurs.trices sociaux et de santé du territoire. En raison de l'emprise des réseaux, nous pouvons également supposer que peu d'entre elles seront touchées, ou en mesure de répondre, par un aller-vers sur Internet, comme évoqué ci-dessus. Lors de notre entretien avec le Procureur de Boulogne-sur-Mer, celui-ci nous a expliqué que les remontées d'information venaient principalement du voisinage. Sensibiliser les riverain.es, mais aussi les propriétaires d'appartement en location saisonnière et les hôtelier.es, pourrait permettre de mieux repérer les réseaux de passage et, *in fine*, d'entrer en contact avec les victimes. Une telle action serait intéressante aussi bien du point de vue de la lutte contre les réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains (remontées d'information pour la police et la gendarmerie) que de celui de l'accompagnement des personnes en situation de prostitution. Parallèlement à ces remontées d'information, le démarrage des enquêtes peut aussi se faire à partir d'une veille sur Internet. La Gendarmerie et la police effectuent toutes deux ce type d'action sur le département. Si elles interviennent sur d'autres sujets (pédo-criminalité principalement), les dispositifs existants sont intéressants à étudier concernant la lutte contre le proxénétisme.

Prévenir et agir contre la prostitution des mineur.es et jeunes majeur.es

17% des personnes en situation de prostitution identifiées dans le Pas-de-Calais sont mineures. 36% ont 25 ans ou moins. La commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite pourrait se saisir de la problématique de la prostitution

³⁴ En 2019, 55 maraudes virtuelles ont été organisées par l'Amicale du Nid à Marseille, 1791 SMS ont été envoyés, 145 réponses ont été reçues, 37 échanges engagés et 4 personnes ont été rencontrées dans l'établissement pour un accompagnement.

des jeunes. Il s'agit de prévenir l'entrée dans le système prostitutionnel, mais aussi le devenir « client » et proxénète. Une attention particulière portée sur le repérage des jeunes concerné.es par la prostitution, au sein des institutions prenant en charge les jeunes les plus fragiles (Aide sociale à l'enfance et Protection judiciaire de la jeunesse) nous semble important. La possibilité d'un repérage systématique lors des diagnostics d'accueil a été évoqué avec la Mission Locale de l'Artois. Le déploiement d'actions de prévention a été discuté avec la BPDJ et les CIDFF, qui interviennent dans les établissements scolaires. Si la question de la prostitution n'est actuellement pas abordée, des modules existent sur des sujets connexes (consentement, violences intra-familiales, dangers d'Internet). La prostitution pourrait y être intégrée. Cet aspect de la loi du 13 avril 2016 apparaît tout à fait fondamental si l'on veut espérer pouvoir lutter contre le système prostitutionnel sur le long terme. 38% des répondant.es au questionnaire en ligne ont émis le souhait de bénéficier d'outils de prévention concernant la prostitution. Quant aux mineur.es déjà en situation de prostitution, la Loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale³⁵ précise que « tout mineur qui se livre à la prostitution, même occasionnellement, est réputé en danger et relève de la protection du juge des enfants au titre de la procédure d'assistance éducative » (article 13). Un partenariat renforcé entre les acteurs.trices de la jeunesse et de la protection de l'enfance et les associations spécialisées dans l'accompagnement de personnes en situation de prostitution nous semble clé pour développer une prise en charge adaptée de ces enfants qui, comme le souligne bien la Protection judiciaire de la jeunesse, souffrent d'une emprise qui ne peut être défaite qu'avec leur adhésion et de manière progressive, en prenant en compte toutes les causes et les conséquences de la prostitution.

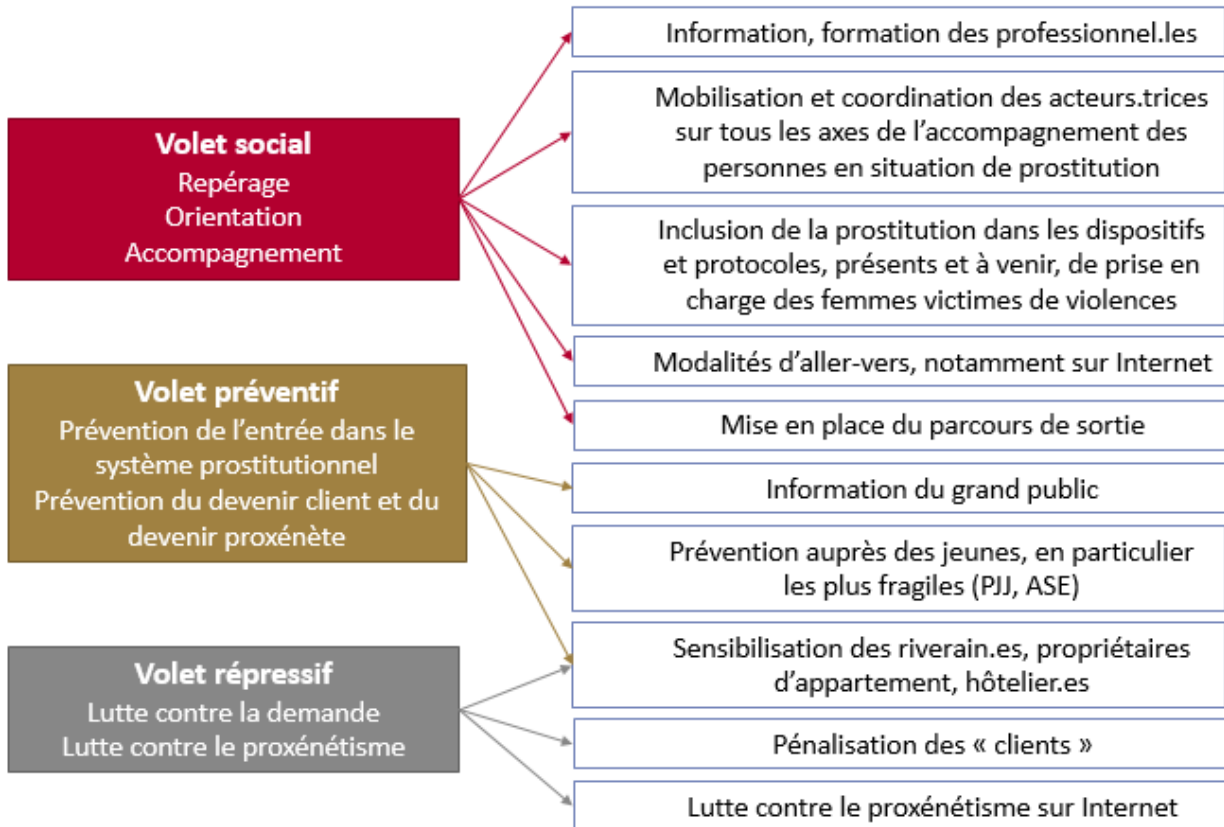
Responsabiliser les « clients » de la prostitution

La Loi du 4 mars 2002 interdit l'achat de prostitution de mineur.es. Cette interdiction a été étendue pour toute personne en situation de prostitution en 2016. Nous avons vu que la pénalisation des « clients » de la prostitution était inégale dans le Pas-de-Calais. La responsabilisation des acheteurs d'actes sexuels à travers la mise en place de stages, similaires à ceux existant pour les auteurs de violences conjugales (dispositif existant notamment sur le béthunois) est une possibilité créée par la Loi du 13 avril 2016. L'Amicale du Nid intervient à titre expérimental dans certains de ces stages, en Seine-et-Marne, en tant qu'association représentante des victimes de prostitution. S'il est encore difficile de juger de l'efficacité

³⁵ Loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale.

concrète de ces stages, nous observons qu'ils permettent d'ouvrir un dialogue et une réflexion sur la réalité du système prostitutionnel et des vécus des personnes en situation de prostitution.

Pistes de réflexion, pistes d'action



ANNEXES

Annexe 1 : Les 6 points clés de la Loi du 13 avril 2016



Ministère des Familles, de l'Enfance
et des Droits des Femmes

LES 6 POINTS CLÉS DE LA LOI PROSTITUTION

1



Abrogation du délit de racolage :
les personnes prostituées sont reconnues comme
des victimes et non plus comme des délinquantes.

2



Responsabilisation des clients :
ils sont désormais passibles d'une contravention
de 1500 euros. Les moyens de lutte contre les réseaux
et proxénètes sont également renforcés

3



Mesures de protection et d'accompagnement :
un parcours de sortie de la prostitution est créé,
financé par un fonds dédié.

4



Actions de prévention et de sensibilisation :
la lutte contre la marchandisation des corps entrera
dans les thématiques relevant de l'éducation
et de la citoyenneté

5



**Autorisation provisoire de séjour
de six mois (et droit au travail) :**
pour les personnes prostituées étrangères engagées
dans un parcours de sortie de la prostitution

6



**Instauration d'une nouvelle instance
présente dans les départements :**
son but sera de coordonner l'action en faveur
des victimes de la prostitution

www.familles-enfance-droitsdesfemmes.gouv.fr

Annexe 2 : Revue de presse des articles parus entre 2015 et 2020 et traitant de prostitution dans le Pas-de-Calais

2020

- La Voix du Nord, 27 juillet 2020, « Trois ans après la fin de la "jungle", l'Etat annonce une situation "maîtrisée" »
- La Voix du Nord, 24 juin 2020, « Prostitution : une verbalisation des clients "très faibles" dans le Nord-Pas-de-Calais »
- La Semaine dans le Boulonnais, 20 mars 2020, « Saint-Martin-Boulogne : il avait monté un réseau de prostitution »
- Nord Littoral, 09 mars 2020, « Un réseau de prostitution de Lille à Calais »
- La Voix du Nord, 06 mars 2020, « Deux ans de prison pour un trentenaire qui a mis sur pied un réseau de prostitution à Saint-Martin »
- L'Avenir de l'Artois, 14 février 2020, « Prostitution dans un salon de massage à Arras : l'affaire est classée »
- La Voix du Nord, 31 janvier 2020, « Soupçons de proxénétisme à Arras : les deux masseuses remises en liberté »
- La Voix du Nord, 30 janvier 2020, « Arras : massages à caractère sexuel, deux chinoises arrêtées dans un salon avenue Lobbedez »

2019

- La Voix du Nord, 09 novembre 2019, « Arras et Rouvroy : un quinquagénaire condamné dans un dossier de proxénétisme »
- La Voix du Nord, 11 octobre 2019, « Rouvroy : un quinquagénaire soupçonné de proxénétisme incarcéré »
- Le Parisien, 04 septembre 2019, « Pas-de-Calais : 10 ans de prison pour le viol et la séquestration de son ex-compagne enceinte »
- 20 Minutes, 05 mai 2019, « Pas-de-Calais : un Belge condamné pour viol et séquestration de son ex-conjointe enceinte »

2018

- La Voix du Nord, 25 avril 2018, « Béthune : un an de prison ferme pour ce proxénète qui faisait "travailler" sa compagne de 16 ans »
- La Voix du Nord, 30 mars 2017, « Béthune : son amie de 16 ans se prostitue, il est poursuivi pour proxénétisme »

2017

- Nord Littoral, 23 octobre 2017, « Elles se prostituent sur les sites d'annonces »
- La Voix du Nord, 20 octobre 2017, « Arras : au moins cinq appartements loués actuellement à des prostituées »
- La Voix du Nord, 20 octobre 2017, « Arras : comment j'ai visité un appartement et suis tombé sur un réseau de prostitution asiatique »
- La Voix du Nord, 18 septembre 2017, « Lillers : un homme de 38 ans contraignait sa "petite amie" mineure à se prostituer »
- La Voix du Nord, 08 juin 2017, « Boulogne-sur-Mer : Vivastreet, la prostitution à ciel ouvert, des Boulonnaises vendent leurs charmes sur le web »
- L'Avenir de l'Artois, 22 mai 2017, « Arras : il prostituait sa femme dans le garage »
- La Voix du Nord, 20 avril 2017, « Arras : deux clients d'un réseau de prostitution jugés par le tribunal de police »

2016

- La Voix du Nord, 01 décembre 2016, « Arras : une prostituée exerçant dans le centre-ville : "avant, j'avais un travail normal" »
- L'Express, 16 juin 2016, « Viol, prostitution, pauvreté, la situation alarmante des migrants mineurs isolés »
- L'Express, 29 janvier 2016, « Migrants à Calais : "les femmes sont les premières victimes" »

2015

- Le Monde, 12 août 2015, « Dans la "jungle"de Calais, l'ombre de la prostitution »
- La Voix du Nord, 9 mai 2015, « Boulogne : à Brequerecque, la prostitution ne gêne pas plus que ça »

Annexe 3 : Liste des structures rencontrées en entretien dans le Pas-de-Calais

Date	Structure
02/08/2019	CIDFF Béthune (entretien téléphonique)
27/08/2019	Protection Judiciaire de la Jeunesse – Direction territoriale
27/08/2019	CIDFF Arras
28/08/2019	CIDFF Boulogne-sur-Mer (entretien téléphonique)
28/08/2019	Groupement de gendarmerie départementale – Etat-major
26/09/2019	Tribunal judiciaire d'Arras – Procureur de la République
26/09/2019	SIAO 62
07/10/2019	Communauté d'agglomération du Boulonnais – CISPD (entretien téléphonique)
26/11/2019	Association Mahra-Le toit – SIAO, SAMU Social
23/01/2020	Tribunal judiciaire de Béthune – Procureur de la République
27/01/2020	EPDAHAA Boulogne-sur-Mer – SIAO
27/01/2020	CHRS Le Moulin Blanc
30/01/2020	Groupement de gendarmerie départementale – BPDJ
30/01/2020	Mission locale de l'Artois
15/07/2020	Tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer – Procureur de la République (entretien téléphonique)
25/11/2020	Accueil 9 de cœur (entretien téléphonique)
19/11/2020	HAJ La Parenthèse (entretien téléphonique)

Annexe 4 : Questionnaire en ligne

Diagnostic partagé de la prostitution dans le Pas-de-Calais

(<https://goo.gl/forms/QQhXzRgHQzZIGt3Q2>)

Les objectifs :

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées et du Plan d'action départemental de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, un diagnostic partagé doit améliorer notre connaissance de ces violences et notamment celles relatives au phénomène prostitutionnel sur le département du Pas-de-Calais.

Il s'agit de :

1. Faire remonter les risques et les situations de prostitution identifiés de manière probable, ou avérée, par les professionnel.les de terrain
2. Faire remonter les ressources, les besoins, les attentes, des professionnel.les du département sur la problématique du système prostitutionnel
3. Proposer un plan d'action

Le questionnaire :

Ce questionnaire est adressé aux professionnel-le-s susceptibles de rencontrer ou recevoir des personnes en situation ou en risque de prostitution.

Il est auto-administré, en ligne, via Google Form et nécessite environ 15 minutes de votre temps.

L'ensemble des réponses seront anonymisées lors du traitement des données. La restitution fera apparaître uniquement les structures et les fonctions.

Les questions portent, en priorité, sur votre pratique professionnelle au cours des trois dernières années (2016-2017-2018). Vous pouvez cependant indiquer des données plus anciennes, si elles vous semblent pertinentes pour ce diagnostic.

Qu'entend-on par prostitution ?

La prostitution prend des formes multiples. Elle peut avoir lieu à l'extérieur (rue, route, forêt, parking...) ou dans des espaces clos (hôtel ou appartement, via Internet notamment, salon de massage, bar à hôtesse, boîte de nuit...).

Elle est rarement nommée comme telle : on parle de débrouille, d'escorting, de michetonnage, de masseuses, d'accompagnatrices, d'hôtesse... Ces termes euphémisent une même réalité : l'achat d'actes sexuels, avec une contrepartie qui peut être financière ou non (hébergement, nourriture, vêtements, téléphone portable...), et des conséquences importantes pour les personnes qui sont marchandisées.

Introduction : quelques données vous concernant

Les réponses au questionnaire seront anonymisées lors du traitement des données.

- > Nom de l'organisation ou du service :
- > Nom du/de la répondant.e :
- > Fonction :
- > Adresse mail :

- > Numéro de téléphone :
- > Votre activité principale :

- > Vous remplissez le questionnaire :
 - A titre individuel
 - A titre collectif (service ou structure)

- > Si le questionnaire est rempli à titre collectif, combien de professionnel.les ont-ils/elles été consulté.es ?

I- Le repérage et l'identification des personnes en risque, ou en situation de prostitution

- > Dans le cadre de vos missions, avez-vous déjà :
(plusieurs réponses possibles)
 - Identifié des situations de risque prostitutionnel (des personnes vous semblant particulièrement exposées au risque d'entrer dans la prostitution)
 - Identifié, de manière probable ou avérée, des situations de prostitution
 - Eu connaissance, par un tiers, de situations de prostitution
 - Eté témoin de situations de prostitution

Si vous n'avez coché aucune case ci-dessus, merci de passer directement à la 3^{ème} partie du questionnaire.

- > Combien de personnes ces situations concernent-elles ?

Description des situations

Dans cette section, vous allez pouvoir décrire les situations que vous avez identifiées de manière probable ou avérée, que vous avez observées ou que l'on vous a rapportées.

Ces situations peuvent concerner une personne en particulier, ou un groupe de personnes présentant des similarités dans leur profil ou leur parcours de vie.

MERCI DE DÉCRIRE UNE SITUATION A LA FOIS : à la fin de la description de la situation n°1, il vous sera proposé d'ajouter une situation n°2 etc.

Situation n°1

(1 personne ou 1 groupe de personnes)

Les personnes concernées

- > Combien de personnes (environ) sont concernées par cette situation ?

- > Ces personnes sont :
**Les personnes transidentitaires incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, même si nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.*
 - Des femmes
 - Des hommes
 - Des personnes transidentitaires*

- > Quel âge ont-elles, environ ?
 - Moins de 15 ans
 - 15-17 ans
 - 18-25 ans

- 26-35 ans
- 36-45 ans
- 46-55 ans
- Plus de 55 ans

> Quelle est leur nationalité ?

- Française
- Union Européenne
- Hors Union Européenne

> Pour les personnes étrangères, pourriez-vous préciser leur pays d'origine ?

> Pour les personnes étrangères hors Union Européenne, pourriez-vous préciser leur situation administrative ?

> Quelle est leur situation familiale ?

- En couple ou en famille
- Seul.e avec enfant(s) à charge ou enceinte
- Seul.e sans enfants
- Autre (précisez)

> Comment / où logent-elles ?

- Logement autonome
- Famille
- Logement étudiant
- Centre d'hébergement / Foyer
- Hôtel / Via le 115
- Rue
- Squat
- Tiers / Connaissance / Communauté
- Camp / Bidonville
- Autre (précisez)

> Quelle est leur situation professionnelle ?

- Apprenti.e
- Demandeur.euse d'emploi
- Etranger.e sans titre de travail
- Etudiant.e
- Travailleur.euse indépendant.e
- Salarié.e
- Scolarisé.e (collège, lycée)
- Retraité.e
- Autre (précisez)

> Quelle est leur situation financière ?

- Minima sociaux
- Salaire
- Sans ressources
- Autre (précisez)

> Pouvez-vous décrire leur parcours de vie, des facteurs de vulnérabilité qui pourraient conduire ces personnes à entrer dans la prostitution ?

L'entrée dans le système prostitutionnel est généralement la conséquence d'une conjonction de facteurs fragilisants et déclenchants qui relèvent du contexte sociétal (précarité socio-économique, inégalités, violences sociales, politiques, liées au genre ou à l'orientation sexuelle...) et des parcours de vie individuels (violences déjà subies, carences affectives, ruptures familiales et/ou sociales, isolement, errance, difficultés économiques, addictions...)

Les faits de prostitution

> De quelle forme de prostitution s'agit-il ?

La prostitution prend des formes multiples. Dans tous les cas, il s'agit de l'achat d'un acte sexuel (la contrepartie pouvant être financière ou non), avec les mêmes conséquences induites pour les personnes en situation de prostitution. On parle de prostitution "visible" quand les faits de prostitution ont lieu à l'extérieur (route, rue, forêt, parking...) et de prostitution "discrète" quand ils se déroulent dans des lieux clos (hôtel ou appartement, via Internet notamment, salon de massage, bar à hôtesse, boîte de nuit...)

- Appartement
- Bar / Club
- Forêt / Bois
- Hôtel
- Route
- Rue
- Salon de massage
- Structure d'hébergement
- Via Internet
- Contre hébergement
- Contre autres biens ou services
- Inconnu
- Autre (précisez)

> Pouvez-vous préciser les zones géographiques où ont lieu les faits de prostitution (dans quelles villes, quels quartiers, noms de rues, numéros de routes...)?

> Savez-vous s'il existe un/des proxénète(s) ?

> Pensez-vous que la prostitution de ces personnes est organisée par un réseau de proxénétisme et/ou de traite des êtres humains ?

> Avez-vous des informations concernant les clients de ces personnes ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

> Décrire une autre situation ?

- Oui
- Non, passer à la rubrique suivante

II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en risque, ou en situation de prostitution

La loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées considère la prostitution comme un système de violences.

Dans ce système, il y a :

- De multiples auteurs de violences : les clients, les proxénètes, la société dans son ensemble
- Des victimes de violences, qu'il convient d'accompagner en tant que telles : les personnes en situation de prostitution

> Dans le cadre de vos missions, avez-vous déjà pris en charge des personnes en situation ou en risque de prostitution ?

- Oui
- Non

> Si oui, avez-vous parlé avec elles de prostitution (directement ou de manière suggérée) ?

- Oui
- Non

> Ces personnes avaient-elles des demandes particulières ? Lesquelles ?

> Quelles réponses ont été apportées ?

> Avez-vous orienté ces personnes vers d'autres structures ? Lesquelles ?

> Aborder le sujet de la prostitution avec une personne qui pourrait être concerné vous semble-t-il :

- Facile
- Difficile
- Ni facile, ni difficile

> Pourquoi ?

> Vous estimez-vous suffisamment outillé.e ?

- Oui
- Non

> Si non, de quoi auriez-vous besoin pour mieux accompagner les personnes en situation ou en risque de prostitution ?

- Information / sensibilisation
- Appui d'associations spécialisées
- Formation
- Outils de prévention
- Mise en réseau
- Autre (précisez)

> Quels sont les principaux freins auxquels vous vous heurtez dans votre volonté d'accompagner des personnes en situation, ou en risque de prostitution ?

> Avez-vous déjà suivi, ou allez-vous suivre, une formation en lien avec cette problématique ?

- Oui
- Non

> Si oui, pouvez préciser le type de formation suivie (nombre de jours, titre, intervenant.e...) ?

> Seriez-vous intéressé.e pour participer à un travail en réseau ou à une démarche de réflexion partagée en lien avec cette problématique ?

- Oui

Non

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

III- L'application de la Loi du 13 avril 2016 et la mise en place des parcours de sortie de la prostitution dans le Pas-de-Calais

> Le saviez-vous ?

- La Loi du 13 avril 2016 abolit le délit de racolage

Oui, je le savais

Non, je ne le savais pas

- Les clients de la prostitution sont désormais passibles d'une contravention de 1500€

Oui, je le savais

Non, je ne le savais pas

- La Loi du 13 avril 2016 crée un parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle

Oui, je le savais

Non, je ne la savais pas

- Le parcours de sortie de la prostitution peut donner droit à une autorisation provisoire de séjour avec droit au travail

Oui, je le savais

Non, je ne le savais pas

- La marchandisation des corps entre désormais dans les thématiques abordées lors des actions de prévention à destination des jeunes

Oui, je le savais

Non, je ne le savais pas

- La Loi du 13 avril 2016 crée une commission départementale, chargée de coordonner l'action en faveur des victimes de la prostitution

Oui, je le savais

Non, je ne le savais pas

> Pensez-vous que vous pourriez orienter des personnes vers le dispositif du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle ?

> Avez-vous déjà mené des actions de prévention et/ou de sensibilisation au sujet de la prostitution ?

Oui

Non

> Si oui, pouvez-vous préciser (type d'action, public visé, outils utilisés...) ?

> Identifiez-vous des besoins spécifiques en termes de prévention, notamment auprès des jeunes ? Lesquels ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Conclusion : pour aller plus loin

- > Acceptez-vous d'être recontacté.e dans le cadre de ce diagnostic ?
 - Oui
 - Non

- > Connaissez-vous des personnes ressources pour ce diagnostic ?
 - Oui
 - Non

- > Si oui, pourriez-vous nous indiquer leurs noms / coordonnées / fonctions ?

- > Pourquoi sont-elles ressources selon-vous ?

- > Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

Merci !

Nous vous remercions pour votre collaboration.

Pour toutes informations, n'hésitez pas à contacter :
Virginie HOFFMAN
Déléguée Départementale aux Droits des Femmes et à l'Egalité
DDCS du Pas-de-Calais
03 21 60 71 25
ddcs-droits-des-femmes@pas-de-calais.gouv.fr

Lucie GIL
Chargée de mission diagnostic et communication
Amicale du Nid
01 44 52 56 40 / 06 17 01 36 19
lucie.gil.adn@gmail.com

Annexe 5 : Méthodologie du diagnostic Internet : extraits du diagnostic de la prostitution dans quatre départements d’Ile-de-France³⁶

1. Le référencement des sites Internet

La première étape a consisté à référencer les sites proposant des annonces d’offre de prostitution. Une liste de 40 sites a été établie. Elle résulte d’un croisement entre, d’une part les résultats de diagnostics déjà effectués par l’Amicale du Nid à Montpellier, Marseille et dans le département de l’Isère, d’autre part, une recherche Google par mots clés : « prostitution + département », « prostituée + département », « trouver prostituée + département », « escort + département », « massage érotique + département ».

a. Trois grandes catégories de sites Internet

Les 40 sites peuvent être répartis en trois grandes catégories :

- Les sites spécialisés en « escorting »

Il peut s’agir de sites d’agences d’escorting, sur lesquels les présentations sont standardisées sous forme de fiches. Celles-ci concernent quasi exclusivement des personnes prostituées femmes, à destination de clients hommes. Les acheteurs peuvent évaluer et commenter les « prestations ». Ils ont aussi la possibilité de « réserver » une « escorte » en ligne. Des moteurs de recherche perfectionnés permettent de trier les offres en fonction de leur zone géographique, des caractéristiques physiques des personnes en situation de prostitution (couleurs de cheveux, d’yeux, de peau, mensurations...) et des prestations sexuelles proposées, qui sont la plupart du temps détaillées explicitement.

Un jargon spécifique est parfois utilisé, pour apporter des précisions sur le déroulement des passes (« incall » ou « outcall » permettent notamment de savoir si la personne prostituée reçoit l’acheteur ou se déplace), les tarifs (qui peuvent être exprimés en « roses ») ou certaines prestations (« GFE », *girl friend experience*, désigne par exemple une sorte de jeu de rôle dans lequel la personne en situation de prostitution doit se comporter comme si elle était la petite amie du client).

³⁶ <http://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2018/03/Diag-IdF-Version-finale-de%CC%81c2017-1.pdf>

Une dimension internationale est souvent présente avec la possibilité de choisir plusieurs langues et l'organisation de tournées (*sex-tours*) aux dates détaillées, dans plusieurs pays. Certains sites renvoient par ailleurs les uns vers les autres, au moyen de bannières publicitaires, en fonction de la zone géographique de l'acheteur (France, Espagne, Belgique, Luxembourg, Canada...).

Le ton est esthétisant, du registre du glamour et du luxe. La présentation est soignée, avec des photos mises en scène et bien éclairées. Les visages sont davantage présents que sur les autres types de sites et un prénom apparaît systématiquement. Les fiches détaillent les caractéristiques physiques des personnes et les prestations sexuelles mais insistent aussi sur le *social time* et la « qualité » de « l'escorte ». On retrouve ainsi des mentions telles que « high level escort », « élégante et raffinée », « bon goût », « luxury escort »...

D'autres sites spécialisés en « escorting » se présentent comme des « annuaires d'escortes », rassemblant à la fois des annonces d'agences et de personnes déclarées comme « indépendantes » ou « occasionnelles ». Ils se rapprochent plutôt, dans leur présentation, de la deuxième catégorie : les sites de petites annonces.

- Les sites de petites annonces

Il s'agit de sites généralistes, pouvant abriter des annonces de prostitution dans les rubriques de rencontres entre adultes et/ou de massages. Les sections « Erotica » de Vivastreet ou « Rencontres adultes » de W-annonce sont par exemple réputées pour héberger de telles offres. Sur les 38 affaires de proxénétisme qui ont été traités par la presse, dans les quatre départements du diagnostic, entre 2015 et 2017, Vivastreet est mentionné 11 fois, W-annonce 6 fois. L'utilisation de ces sites par les réseaux de proxénétisme est par ailleurs confirmée par les professionnel-le-s de la police, de la gendarmerie et de la justice rencontré-e-s en entretien. Ces sites rassemblent un très grand nombre d'annonces, qui ne sont pas toutes des offres de prostitution. Les petites annonces ont été jugées pertinentes pour notre étude lorsqu'elles présentaient les mêmes caractéristiques que celles des annuaires d'escortes ou des rubriques spécialisées des sites de rencontre.

- Les sites de rencontres

Ces sites comportent des annonces de prostitution dans leurs rubriques « escort » et « massages etc. ». Elles sont généralement brèves, beaucoup moins rédigées que sur les sites d'agences d'escorting, parfois avec des fautes d'orthographe ou de grammaire. Les photos, qui peuvent être floues et mal éclairées, présentent des corps, en grande majorité féminins,

tronqués, dénudés, dans des positions explicitement sexuelles et soumises. Elles montrent rarement le visage. Les titres des annonces peuvent mentionner des prénoms ou des pseudos mais ce sont souvent des caractéristiques physiques, une nationalité, une catégorie « ethnique » (« Jolie asiatique », « la black aux formes », « belle brune ») qui sont mises en avant. Les intitulés peuvent aussi faire référence à l'acte sexuel proposé (« d'agréables moments », « massage érotique », « petit plaisir »).

Plusieurs de ces sites présentent des similitudes de design et d'utilisation. Ils renvoient à des contenus identiques, aussi bien au niveau des annonces que des conditions générales d'utilisation et ont donc probablement été conçus par les mêmes auteur-e-s. Peut-être s'agit-il d'une stratégie pour gagner en visibilité sur le web ou d'un système de *backup* pour conserver les données, au cas où l'un de ces sites viendrait à disparaître.

- Un site répertorie également des salons de massages érotiques.

Les annonces détaillent les prestations et les tarifs proposés dans des salons ayant une existence légale, puisque le numéro de SIRET est demandé à la création du compte utilisateur. Le site prétend « référencer uniquement des annonces pour des prestations de bien-être » et décrète que « les massages sensuels (naturiste, body-body, réciproque, ...) proposés par nos inscrit(e)s ne sont en aucun cas des prestations sexuelles et ne peuvent être assimilées à des services d'escorte ou de prostitution ». Les annonces laissent cependant peu de doute, tant leur présentation est similaire à celles présentes dans les autres catégories de sites.

b. Mise en ligne des annonces et conditions générales d'utilisation

Deux tendances ressortent de l'étude des conditions de mise en ligne des annonces et d'utilisation des sites.

Tout d'abord, la publication d'annonces de prostitution est rarement entièrement gratuite, en tout cas si l'annonceur-euse souhaite que son offre sorte du lot. La majorité des sites, soit 29 sur 40, fonctionnent avec un système d'options payantes, auxquelles il est possible de souscrire à l'unité ou sous forme de package (offre « premium » ou « VIP »). Ces options permettent de mettre les annonces en avant et de les distinguer, en les faisant apparaître en tête de liste ou dans des encarts spécifiques, en changeant la couleur et la police du texte, en apposant des mentions telles que « photos réelles » ou « 100% vérifié »... Elles peuvent aussi

concerner le nombre de photos autorisées ou la possibilité de modifier l'annonce, et notamment sa localisation géographique, de manière illimitée.

Outre ces options, au moins 4 sites fonctionnent sur un système d'abonnement payant mensuel ou trimestriel. Sur au moins 3 sites, l'inscription est payante.

Au total, le coût de mise en ligne peut varier de quelques euros, 8€ pour toutes les options sur certains sites de rencontre et de petites annonces, à plusieurs dizaines, voire centaines d'euros sur des sites spécialisés en « escorting » ou particulièrement fréquentés comme Vivastreet. Une enquête du Monde³⁷, parue en février 2017, estimait ainsi à plus de 200€ par mois le coût d'une annonce dans la rubrique « Erotica » de Vivastreet (abonnement et options de mise en avant).

La deuxième tendance, qui est probablement en partie un corollaire à la première, est l'effort déployé par les créateurs-trices des sites Internet pour se dégager de toute responsabilité civile et pénale, quant aux contenus publiés sur leurs pages. Cela apparaît clairement dans les conditions générales d'utilisation (CGU). On peut ainsi lire sur escortesexe.net qu'il s'agit seulement d'un « site d'information et de publicité [...] ». Nous sommes juste un site commercial, nous ne sommes pas une agence d'escorte, nous ne faisons pas d'affaires avec des escortes ou de prostitution ». Les CGU de tescort.com précisent quant à elles : « en cliquant sur le bouton "ENTER" ci-dessous, je libère et décharge les fournisseurs d'accès, propriétaires et créateurs de Tescort.com de toute responsabilité quant au contenu et à l'utilisation faite de cette section ». Certaines mentions laissent pourtant peu de doute sur le fait que les propriétaires des sites savent qu'elles-ils hébergent des annonces offrant des relations sexuelles tarifées. Le site de petites annonces Marche.fr indique ainsi dans les conditions générales de sa rubrique « Adultes » : « les détails d'une offre à caractère adulte (escortes, massages, danses érotiques) doivent être discutés en dehors du site ». Une formule que l'on retrouve sous les annonces de plusieurs sites de rencontres est quant à elle beaucoup plus explicite : « ne jamais payer par carte PCS³⁸ avant une rencontre ».

2. La quantification des annonces de prostitution

A partir de la liste des 40 sites référencés, une quantification des annonces a été effectuée. Le décompte a été réalisé en utilisant les critères de tri géographiques proposés par les sites. Les

³⁷ *Le Monde*, « Les différents visages de la prostitution par petites annonces », 2 février 2017

³⁸ Les cartes PCS (*prepaid cash services*) sont des cartes de paiement prépayées rechargeables. Elles permettent notamment d'effectuer des achats sécurisés en ligne, puisqu'elles ne sont pas affiliées à un compte bancaire.

résultats sont donc fonction des villes et/ou départements déclarés par les auteur-e-s des annonces, au moment de la mise en ligne ou de l'inscription.

Un total de 7393 annonces a été répertorié, pour l'ensemble des quatre départements, entre le 27 décembre 2016 et le 13 février 2017. Les chiffres du diagnostic Internet sont présentés à titre indicatif. Ils donnent une idée de l'ampleur du phénomène prostitutionnel via Internet.

L'estimation présente plusieurs biais :

- La date de publication des annonces n'étant pas toujours mentionnée, on peut supposer que toutes ne sont pas forcément à jour ni valable au moment où nous les avons répertoriées.
- La quantité de petites annonces sur Internet et le fait qu'elles mélangent parfois offres et demandes, voire prostitution et rencontres sexuelles non-tarifées, rend impossible, sur certains sites, le décompte exact du nombre d'annonces d'offre de prostitution. Dans ces cas, une moyenne d'annonces pertinentes a été établie sur les dix premières pages et multipliée par le nombre total de pages. Les annonces ont été jugées pertinentes, lorsqu'elles étaient similaires à celles des sites et rubriques spécialisés.
- Certains sites proposent une recherche par ville, et non par département. La recherche a alors été menée sur les villes déjà ressorties sur d'autres sites. Certaines annonces n'ont probablement pas été comptabilisées de ce fait.
- La liste des sites établie ne peut prétendre être exhaustive. Plusieurs sites de rencontre nécessitant une inscription, préalablement à leur consultation, n'ont pas pu être étudiés. La Brigade de répression du proxénétisme (BRP), rencontrée au cours du diagnostic partagé, fait également état de sites communautaires, utilisés par des personnes partageant une même origine géographique ou nationalité. Ceux-ci ne sont pas ressortis dans les recherches Google, qui n'ont été effectuées qu'en français, et n'ont par conséquent pas été référencés.
- Tout un pan des nouvelles technologies de l'information et de la communication reste par ailleurs inexploré : les réseaux sociaux et les applications mobiles avec géolocalisation n'ont pas été inclus dans ce diagnostic. Vu l'importance prise par ces médiums dans les relations interpersonnelles et commerciales, mais aussi la récurrence avec laquelle les acteurs-trices de terrain rencontrés-e-s en entretien, professionnel-le-s de la jeunesse notamment, ont fait mention de l'usage de réseaux types Facebook ou Snapchat dans les situations de prostitution qu'elles-ils ont identifiées, on peut

supposer qu'une part non-négligeable de l'offre de prostitution passant par Internet n'apparaît pas dans notre étude.

Précisons également que l'estimation du nombre d'annonces ne peut correspondre qu'à une photographie à un moment T de l'offre de prostitution via Internet dans chacun des quatre départements. Les contenus publiés sur Internet évoluent très rapidement. C'est d'autant plus le cas quand ils concernent des activités illicites, telles que le proxénétisme et la traite des êtres humains. Des sites disparaissent régulièrement, rouvrant ensuite sous d'autres noms, voire dans d'autres pays. A titre d'exemple, quatre sites étudiés en février 2017, émanant probablement des mêmes créateurs-trices vue leurs similitudes de design et d'utilisation, semblaient ne plus fonctionner en juillet.

A cela s'ajoute une mobilité accrue des personnes en situation de prostitution et des réseaux de proxénétisme, qui changent physiquement de zones géographiques pour augmenter les rendements, isoler les victimes et compliquer le travail de la police et de la gendarmerie. La pratique des *sex-tours* s'inscrit dans cette logique. Les personnes en situation de prostitution sont transportées de villes en villes, pour quelques jours à quelques semaines, selon un circuit et des dates prévues à l'avance. Nécessitant une logistique importante, ces tournées ne peuvent être le fait que de réseaux bien structurés.

L'enquête du Monde³⁹, de février 2017, avance par ailleurs l'hypothèse que l'hiver serait plus propice à la prostitution via Internet en Ile-de-France, les passes ayant lieu à l'intérieur (hôtels, appartements). La tendance pourrait donc être inverse à celle observée sur la prostitution *outdoor*, dont les chiffres gonflent plutôt en période estivale.

Ces mouvements sont probablement facilités par Internet, qui permet aux réseaux de dématérialiser une part importante de leur organisation : recherche de lieux de passes, réservation de chambres d'hôtels ou d'appartements, racolage et mise en relation avec les acheteurs, blanchiment et transfert d'argent...

3. La constitution d'un échantillon et l'analyse qualitative

Les 7393 annonces ne pouvant être analysées en détail dans leur totalité, un échantillon a été constitué pour tenter de qualifier l'offre de prostitution via Internet. Pour assurer une certaine représentativité de la population examinée, la taille de cet échantillon a été définie à partir du

³⁹ *Le Monde*, « Les différents visages de la prostitution par petites annonces », 2 février 2017

calculateur gratuit du site checkmarket.com. Avec une marge d'erreur de 5%, le nombre d'annonces à étudier a ainsi été fixé à 366. Ces 366 annonces ont ensuite été réparties par département et par site, en fonction des proportions de la population générale, puis sélectionnées de manière aléatoire sur chaque page.

Plusieurs questions ont été abordées dans cette étape du diagnostic Internet :

- Où, dans chacun des quatre départements, les annonces sont-elles localisées ?
- Quelle est la part de doublons dans les annonces répertoriées et, à partir de là, peut-on donner une estimation du nombre de personnes en situation de prostitution concernées ?
- Comment ces personnes sont-elles présentées ? A-t-on des indices sur qui elles sont ?
- A qui ces annonces s'adressent-elles ? Comment ? Quels termes sont utilisés pour qualifier la situation de prostitution ?
- Quelles précisions les annonces nous apportent-elles sur l'organisation et le déroulement des passes ?
- Peut-on repérer des indices de présence des réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains sur Internet ?

L'analyse de l'échantillon apporte un certain nombre de réponses, à prendre avec précaution vue les difficultés d'interprétation. Outre le fait que les données sont uniquement d'ordre déclaratif, il est fort probable qu'un certain nombre d'entre elles ne correspondent pas à la réalité des personnes en situation de prostitution mais relèvent davantage d'une stratégie marketing visant à attirer les acheteurs. Nous ne pouvons oublier que la prostitution est un marché extrêmement lucratif. Les éléments collectés sur Internet nous informent donc en partie sur le profil des personnes victimes mais aussi et surtout sur l'état de la demande, et de l'offre développée pour y répondre.